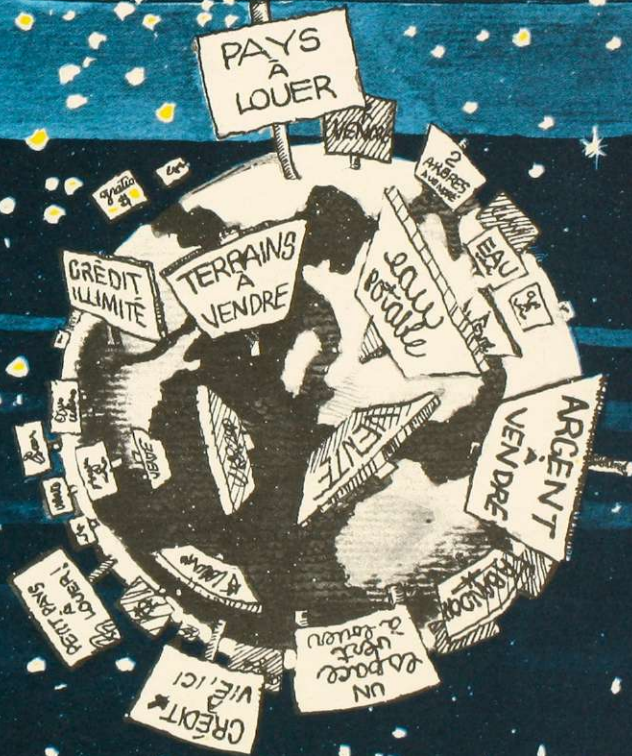


75c

DEC 74
JANV 75

le travail

Le magazine du monde ordinaire publié par la CSN



La planète terre à crédit

DES MOYENS POUR SE BATTRE \$1 MILLION

“A Canadian Gypsum de Joliette, nous sommes 80 travailleurs en grève depuis 19 mois. Nous avons décidé de nous battre jusqu’au bout. Nous avons fait tout notre possible jusqu’ici pour gagner et beaucoup de travailleurs nous ont aidé. L’usine ne fonctionne qu’avec 7 scabs et quelques cadres. La crise du Fonds de secours, ça nous affecte directement, mais il faut s’en sortir car on a besoin de nos syndicats. La souscription, c’est un test de solidarité. Même si on est en grève, on est prêts à fournir”.

SOUSCRIPTION VOLONTAIRE POUR RENFLOUER LE FONDS DE SECOURS DE LA CSN A SES 2500 GREVISTES

Envoyez vos contributions à
La Confédération des
Syndicats Nationaux
(souscription FDP)
1001, St-Denis, Montréal
Responsable: **Geraldine
Dumas**
Pour plus de renseignements,
voir notre dossier, page 28-33



VOICI LE NUMERO



Il se ressent des difficultés financières que traverse la CSN depuis quelques mois. Mais nous sommes là pour 1975, comme quoi la CSN est encore bien vivante!

le travail

VOLUME 50
NUMERO 6

est publié par la CSN à 30,000 exemplaires. Il est distribué dans tous les syndicats de la CSN par une équipe de responsables régionaux et locaux de l'information coordonnée par Paul Cliche. Il est vendu dans les principaux kiosques et les librairies à travers tout le Québec.

On peut aussi s'abonner au coût de \$5.00 pour l'année en s'adressant au secrétariat.

Le Travail est produit par le service d'information de la CSN.
Direction: **Guy Ferland.**

Rédaction: **Roméo Bouchard, Jacques Gauthier, Pierre Capiello, Louise Marsolais**

Photographie: **Guy Turcot, Jean-Claude Champagne, Michel Giroux.**

Conception graphique: **Jean Gladu.**

Secrétariat: 1001, St-Denis,
Montréal. Tél.: (514) 842-3181,
poste 408.

Lithographie à
Journal Offset, 254 Benjamin-Hudon
à Ville St-Laurent.

Dans ce numéro de Noël,
LE REPORTAGE DU MOIS

(page 10)

porte sur l'**endettement et le crédit**. Nous avons pensé que ce serait de grande actualité avant Noël, vu la hausse des prix qui nous égorge. Ça nous a mené très loin comme vous le verrez . . .

LE DOSSIER DU MOIS

(page 28)

traite de la **crise du Fonds de secours de la CSN**, des solutions qu'on tente d'y apporter et des conséquences qu'elle comporte pour l'avenir des luttes ouvrières. La crise de la FTQ est également commentée dans cette optique de l'avenir du syndicalisme de combat.



LE PORTRAIT D'UN TRAVAILLEUR

(page 22)

présente une employée du département de la santé communautaire à Trois-Rivières, **Lise Cloutier**, qui vit quotidiennement les problèmes que rencontrent ceux et celles qui s'embarquent sans compter dans l'action et refusent de se résigner devant l'injustice.



Vous pourrez lire également **LES P'TITES NOUVELLES** en provenance du RCM, des étudiants en grève, de la région de l'amianté et de l'aluminium, et d'un peu partout.

NOUS AUTRES C'EST CA QU'ON FAIT vient de **Joliette** où on fait l'expérience de nouvelles formes de solidarité très intéressantes dans le contexte de la crise du Fonds de secours.

QUEBECOIS PURE LAINE s'est penché sur les Québécois et Québécoises de plus en plus nombreux qui continuent ou redécouvrent l'**artisanat** qui nous caractérise.

Quant au **CARCAJOU DU MOIS**, c'est en pensant à la lutte des agriculteurs que nous avons choisi **William O'Bront**, un des grands intermédiaires dans les viandes.

RCM: TOUT LE TRAVAIL RESTE A FAIRE

C'est à un travailleur, un permanent syndical de la CSN (au service de l'information), un des nouveaux conseillers à l'Hôtel de Ville de Montréal, que nous avons demandé de commenter la victoire du Rassemblement des Citoyens de Montréal (RCM) aux élections municipales du 10 novembre. Paul Cliche a été élu dans le district St-Jacques.

“Après cette victoire électorale, il nous reste tout le travail à faire. On se fixe donc deux objectifs à poursuivre: sur le plan parlementaire et sur le plan politique. Notre travail à l'Hôtel de Ville sera d'aller chercher l'information pour que la population soit en mesure de juger de l'administration Drapeau. Mais le travail le plus important est celui de la mobilisation politique des gens de Montréal. Si on a pas une base assez large et militante, on n'est plus rien. Et même la prise du pouvoir en 78 ne voudra rien dire. Pour ça, les conseils de quartier doivent être utilisés comme un instrument de mobilisation. Après les élections, nous devons aller dans le milieu de vie des gens, dans leurs organisations. En fait, nous avons tout à inventer, à ce niveau là.

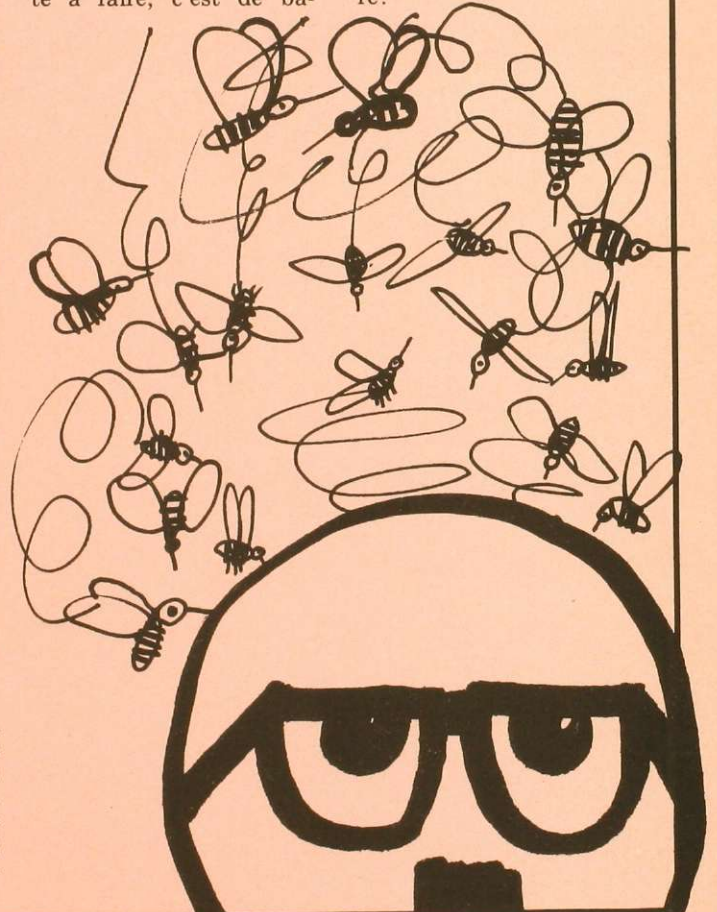
Dans St-Jacques, on pouvait compter sur une bonne base de militants (la participation des militants syndicaux a été importante). Toutes ces personnes nous ont per-

mis de faire le porte-à-porte nécessaire, la sollicitation et de gagner plus qu'une victoire “morale”. Maintenant que les tactiques électorales ont porté fruit, nous devons sérieusement pénétrer le milieu du quartier. Si on laisse tomber la mobilisation, la véritable action politique, on est foutus. C'est un défi interne au RCM mais si on arrive, cette mobilisation pourra constituer notre fer de lance pour les prochaines élections.

Tout le travail qui reste à faire, c'est de bâ-

tir les assises pour faire les changements nécessaires. A long terme, il faut dépasser le réformisme. C'est pourquoi je tends à considérer les conseils de quartier comme un instrument de mobilisation beaucoup plus qu'une structure administrative de plus.

Non, il ne faut pas se laisser obnubiler par les résultats du 10 novembre. Le gros du travail reste à faire. Sans ça, qu'est-ce qu'une victoire en 78 va vouloir dire?”



s p'tites nouvelles • les

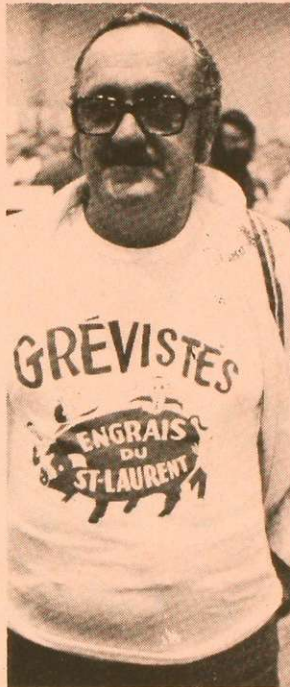
LE JUGE DESCHENES A VALLEYFIELD?

Non, à Valleyfield, il y avait le juge Barbeau. Et ce dernier ne s'est pas laissé impressionner par le fameux jugement "historique".

Qu'on en juge plutôt: une injonction pour interdire le piquetage, une injonction pour forcer un retour au travail, 56 travailleurs condamnés à \$75 d'amende chacun, le syndicat et la CSN condamnés à \$5000 d'amende. Tout ça contre les travailleurs des Engrais St-Laurent, usine appartenant au puissant groupe Noranda. Nous sommes très loin des belles phrases à la Deschênes, style: "C'est vers l'avenir qu'il faut porter nos regards et notre effort de réflexion afin d'inventer des moyens nouveaux pour régler des situations de conflits nouvelles que nos pères n'auraient même pas osé imaginer."

Il faut croire que les travailleurs ne se sont pas laissés endormir par ces belles phrases. Nous savons qu'il y a un juge et un juge et surtout nous savons que les patrons vont toujours trouver, à l'instigateur du pouvoir judiciaire ou politique, des hommes prêts à défendre leurs intérêts à eux.

Les 75 travailleurs des Engrais St-Laurent sont en grève depuis le premier mai. A cette occasion, ils ont déclenché un arrêt de travail "illégal". On connaît le scénario: menace de représailles, poursuite de la grève, injonction contre le piquetage, injonc-



tion pour forcer le retour au travail et poursuites devant les tribunaux. Le syndicat a obtenu "légalement" le droit de grève le 25 septembre dernier et un conciliateur essaie présentement de régler le conflit. Quant aux travailleurs, ils sont plus combattifs que jamais. L'affaire des injonctions et des amendes les rend plus déterminés que jamais à vaincre ce pouvoir des patrons et de leurs fidèles alliés, les juges. Et, en plus de compter sur leur propre solidarité, ils peuvent faire appel aux nombreux appuis qui se sont déjà manifestés dans la région. C'est une lutte qui va être certainement menée jusqu'au bout.

UN ARBITRE, C'EST PAS SORCIER

Pas un arbitre de hockey ou de football mais un arbitre de griefs, c'est pas sorcier... En tout cas, c'est ce qu'on croyait. Mais il y en a au moins un qui se prétend sorcier, dans la meilleure tradition des jungles africaines. Me J.P. Lalancette, du district de Ste-Hyacinthe, s'est en effet permis de proclamer "non-malade" une jeune fille munie d'un certificat de maladie émis par le docteur Maurice Noiseux! Et, par le fait même, de rejeter son grief et de donner raison à son patron, la Société coopérative avicole régionale St-Damase.

Bien entendu, comme tout bon sorcier, M. Lalancette a été obligé de faire quelques tours de passe-passe pour en arriver là. Il affirme dans son jugement du 9 octobre dernier: "Cependant il est clairement établi par le docteur Noiseux que les règles menstruelles douloureuses n'est pas une maladie".

Mais le docteur Noiseux entend bien défendre sa profession et ne pas s'en laisser imposer par des charlatans et des sorciers, même si ceux-ci sont arbitres de griefs. Il n'a donc pas tardé à réagir à ce jugement. Dans une lettre à M. Lalancette, datée du 23 octobre, il écrit: "En conséquence, je m'inscris en faux en face de votre conclusion selon laquelle la plaignante "s'est absentée de son travail sans

au départ souffrir de maladie." En conclusion, en conformité avec la ligne de pensée de toute la profession médicale, je veux répéter ici que la dysménorrhée est une maladie quelle que soit son origine ou sa cause et qu'elle commande un traitement médical ou chirurgical selon le cas. Je souhaite sincèrement que vous puissiez reviser votre jugement dans l'affaire qui nous concerne et **qui peut avoir des répercussions incommensurables dans les relations patrons-employés et syndicat** si on considère la fréquence de cette entité qui s'appelle la dysménorrhée, dans le chapitre de la gynécologie moderne."

Mesdames et mesdemoiselles, prenez bonne note: la prochaine fois que vous vous sentirez malade, ne perdez pas votre temps à consulter un gynécologue. Un arbitre-sorcier fera très bien l'affaire.

“ON EST PLUS DES ENFANTS”

100,000 étudiants font la grève, négocient, s'organisent un mode de coordination bien à eux. C'est un événement important. Depuis 1968, à la suite de la disparition des organisations étudiantes qui leur avait donné une voix importante dans les années soixante, tant dans les collèges que sur la place publique, les étudiants n'existaient plus comme groupe social agissant.

Que disent-ils et que veulent-ils? Ils n'acceptent plus le système de prêts-bourses. Ils veulent immédiatement un prêt de \$500 à tous ceux qui l'ont demandé, ils veulent que les dossiers soient analysés dans chaque région, ils veulent qu'on ne tienne plus compte des parents à 18 ans et qu'on ne déduise pas plus de 50% du salaire gagné l'été, ils veulent ne plus avoir à rembourser avant d'avoir un emploi, ils veulent la gratuité scolaire à l'université comme au Cegep.

Ils veulent surtout qu'on cesse de les traiter comme des enfants. Il faut bien admettre, malgré tous les beaux discours qu'on fait sur l'éducation, que le système de prêts-bourse et le système scolaire tout entier, notamment les services aux étudiants qui se sont accaparés toutes les responsabilités que les étudiants avaient commencé à conquérir dans les années soixante, maintiennent l'étudiant dans un état d'enfance prolongée jusqu'à l'âge de 20 ans et même de 25 ans.

Comme les enfants, ils n'ont rien à dire dans les affaires des adultes, ils n'existent pas. Comme les enfants, on choisit pour eux ce qui est bon pour eux, ce qu'ils doivent apprendre, ce qu'ils doivent faire, et on ne leur laisse aucune responsabilité réelle. Comme les enfants, on les laisse s'amuser gentiment, en surveillant de loin, pourvu qu'ils ne fassent rien de mal, mais on ne prend pas vraiment au sérieux ce qu'ils font. Comme les enfants, ils sont complètement inutiles, on leur interdit de travailler pour vrai, s'ils le désirent, et on les maintient dans la dépendance économique la plus totale. On est au fond si convaincu que les étudiants ne font rien de sérieux et d'utile, malgré nos grands principes sur l'éducation, qu'ils peuvent être 100,000 en grève sans que personne ne s'émeuve. Si c'étaient 100,000 travailleurs en grève, ce serait bien différent. Nous considérons le Cegep et l'Université, à fortiori le secondaire, comme des garderies pour enfants de 15 ou 20 ans.

Le ministre Cloutier, qui n'a rien inventé et n'inventera jamais rien, réflète bien ce système: “Allons les enfants gâtés (néo-bourgeois), assez joué aux grandes personnes, on vous a écouté, on va voir ce qui est possible l'an prochain, rentrez sagement faire vos devoirs, sinon vous risquez tous de faire de la retenue “(session annulée)”.

MÉCHANTS PETITS FUMEURS

Les cigarettes à \$0.05 chaque, ça vous rappelle-tu quelque chose? Voici une p'tite nouvelle, tirée de Québec-Presse, qui ressemble à un souvenir.

“Une épidémie de “fumage” sévit en ce moment chez les enfants d'une dizaine d'années qui fréquentent l'école Larocque dans le centre-ville de Sherbrooke. Les parents ne savent plus à qui s'adresser pour enrayer cette épidémie qui est encouragée par les restaurateurs du coin, lesquels vendent des cigarettes à \$0.05 pièce aux enfants.

Ceux de trente ans diront qu'il s'agit d'une répétition de l'histoire.

Eux aussi, à cet âge, fumaient du tabac et buvaient du coke alors que la génération suivante fumait de la mari et buvait de la bière. On a même vu, un jour, un petit garçon assis sur le bord du trottoir, fumant un “joint” et buvant une bière, se faire doucement demander par une vieille dame: “Tu n'es pas à l'école, mon beau garçon?” Et le petit bonhomme de lui répondre: “Tabarnak, ai yienk quate ans”.



tites nouvelles • les p'ti

UNE RADIO DE QUARTIER A NOUS

La première à Montréal, la première au Québec, la première au Canada, la première en Amérique du Nord (?), Radio Centreville sera, dès janvier 75, notre première radio de quartier bien à nous. Et ce n'est pas pure coïncidence que cette nouvelle station diffuse dans les quartiers où le Rassemblement des Citoyens de Montréal a obtenu l'élection de six conseillers.

On pourra entendre Radio Centreville au 99.3 sur la bande FM et c'est à ne pas manquer. A aucun prix. Les responsables du projet vont diffuser en français (sur-tout) mais aussi en d'autres langues (espagnol, portugais, anglais, grec) à cause d'une clientèle largement néo-canadienne. Cela représente un public de 200,000 personnes réparties dans le centre-ville (précisément!), c'est-à-dire les quartiers Mile-End, Plateau Mont-Royal, l'est d'Outremont, Saint-Louis, Milton-Parc et Centre-Sud.

Mais tout ça ne s'est pas fait tout seul. Il a fallu beaucoup de patience et de courage de la part des responsables de ce projet pour le mener à terme. D'abord pendant plus d'un an, on a diffusé sur le câble, pour une minorité d'abonnés privilégiés. Mais on a très rapidement constaté tout ce que cela charriait comme contradictions pour une radio à vocation populaire. D'où le projet.

Mais une fois le projet accouché, il a fallu encore prouver au Conseil de la radio-télévision canadienne la "rentabilité" de l'affaire. Et il a fallu également répondre à quelques personnes déterminées à démolir ce projet. Des personnes évidemment intéressées à ne pas avoir de concurrents sur le marché des ondes. Parce que Radio Centreville risque d'être un concurrent sérieux. Pour au moins deux raisons. D'abord une conception particulière de la publicité. A Radio Centreville, on n'entendra plus ces beaux messages chantés et insinuants. La publicité sera réduite à donner le nom des marchands du secteur de diffusion. Ensuite, une conception tout aussi particulière de l'information. Radio Centreville veut en effet être ouvert à ses auditeurs, au monde "ordinaire/extra-

ordinaire" et aux organisations de ce monde-là, les groupes populaires, les syndicats. Qui en fait est mieux placé que les militants de ces organisations pour parler des vrais problèmes du monde, des dossiers importants, des solutions à apporter aux domaines du logement, des loisirs, du travail. Radio Centreville veut être la radio, le "poste" de tout ce monde-là. Et heureusement le CRTC (qui n'en est pas à une contradiction près) vient d'approuver légalement la diffusion de cette nouvelle radio de quartier. Alors, si vous êtes dans le coin de Radio Centreville, préparez-vous à synthoniser 99.3 sur le FM.

En attendant on peut rejoindre Radio Centreville au 843-8686 ou au 3981 boulevard St-Laurent.

LA TAXE D'EAU,

Au Québec, ils sont 180,000. Travailleurs, travailleuses, ménagères exclus du marché du travail et dépendant, pour survivre, des prestations de bien-être social. Comme tout nous autres, les assistés sociaux aussi sont victimes de la hausse du coût de la vie, de l'inflation. Mais allez donc faire comprendre ça à Bourassa et à ses 102 libéraux!

Non, eux autres, au lieu d'augmenter les prestations, les **diminuent!** On a coupé les diètes, c'est-à-dire les montants supplémentaires pour les personnes souffrant d'anémie. On a coupé les montants alloués pour l'achat et la réparation de meubles ou d'appareils ménagers. On a baissé les taux de logement. On a diminué, en janvier dernier, les prestations d'un grand nombre d'assistés sociaux sous prétexte que les allocations familiales étaient augmentées. En pratique, ça donne que les revenus des assistés sociaux sont toujours inférieurs au salaire minimum. Une famille de quatre personnes (deux adultes et deux enfants) reçoit \$74 par semaine pour toutes ses dépenses (loyer compris).

Et maintenant, c'est avec ces montants de famine-là que le gouvernement veut le obliger à payer la taxe d'eau municipale. L'an passé, cette taxe d'eau, qui représente l'équivalent d'un mois de loyer, était

99.3

ON LA PAYE PAS

payée à la ville de Montréal par le ministère des Affaires sociales. Mais finie cette belle "générosité".

Les assistés sociaux, regroupés dans les associations pour la défense des droits sociaux (ADDS), ont décidé qu'ils n'allaient pas laisser passer ce nouveau "sapi": "le montant alloué chaque mois pour le paiement de la taxe d'eau, nous ne l'avons pas économisé; nous avons fait preuve d'autonomie, nous l'avons utilisé pour manger. Il est rendu dans la colonne des profits de Steinberg, de Dominion". Ils exigent donc que le ministère des Affaires sociales paie la totalité de la taxe d'eau sans diminuer les prestations (déjà très réduites).

Pour mener la lutte, une vaste campagne de

sensibilisation, de regroupement et d'information est menée depuis plusieurs mois dans différents quartiers de Montréal. En plus des assistés sociaux, d'autres groupes de travailleurs et d'autres organisations populaires sont appelés à appuyer cette lutte. Il faut comprendre que la lutte contre la taxe d'eau est la même que la lutte des travailleurs et travailleuses qui réclament la réouverture des conventions collectives.

C'est une lutte commune pour l'amélioration de nos conditions de vie. Et, comme toutes les autres, cette lutte ne pourra être gagnée que par un seul moyen: la solidarité.

On peut rejoindre le secrétariat central des ADDS au 1750 rue St-Denis à Montréal, au téléphone: (514) 842-7811



LES PAKISTANAIS DE L'ALCAN

C'est pas encore le péril jaune via une grande entreprise capitaliste et multinationale. C'est plutôt, en résumé, la politique salariale d'une très importante compagnie d'aluminium qui, au Québec seulement, emploie 8000 travailleurs. Mais j'gare que vous ne savez pas encore ce que veut dire cette belle image utilisée pour le titre. Voici quelques éléments d'explications.

L'Alcan emploie du monde à Kitimat, Colombie-Britannique; à Kingston, Ontario; à Shawinigan et au Saguenay, Québec; à St-Lawrence, Terre-Neuve.

Prenons trois points: Kitimat, Shawinigan et St-Lawrence. Supposons qu'un travailleur de Kitimat gagne \$5.00 de l'heure pour un certain travail. A Shawinigan, le même travailleur, pour le même travail, serait payé \$3.75! A St-Lawrence, le même travailleur, pour le même travail, serait payé \$3.00 de l'heure! C'est-tu assez fort pour vous autres. Mais ça explique pas encore pourquoi on parle des Pakistanais. Bon, j'arrive.

Les travailleurs de l'Alcan et leurs responsables syndicaux ont mis un peu de temps et beaucoup de recherche pour faire sortir ces chiffres-là. A Kitimat et au Québec, les travailleurs ont demandé la réouverture de leur contrat de travail pour indexer leurs salaires (et celui des retraités de la compagnie) au coût de la vie. Les mineurs de fluorine

de St-Lawrence, à Terre-Neuve, ont décidé également de demander l'indexation et ont commencé à négocier. C'est à la table des négociations à Terre-Neuve qu'un représentant patronal a, le premier parlé des Pakistanais. Bien entendu, le syndicat voulait des explications sur ces différences salariales aberrantes entre les différentes régions du Canada. Le négociateur patronal leur a répondu: "Au Pakistan, on paie des salaires de Pakistanais!" Vous voyez un peu l'affaire. Au Pakistan, des salaires de Pakistanais, en Afrique du Sud, des salaires d'Africains, à Terre-Neuve, des salaires de crève-faim, au Québec, des salaires de Québécois, en Colombie-Britannique, des salaires intéressants. D'où le titre de cette p'tite nouvelle.

Mais ne vous inquiétez pas, les travailleurs de l'Alcan n'ont pas l'intention de tous déménager en Colombie-Britannique. Au contraire, tous les efforts sont actuellement tentés (et la CSN peut se vanter d'être à la tête de ce mouvement) pour rétablir cette situation aberrante, réduire l'écart entre les salaires "coast to coast" et peut-être, à long terme, établir une politique uniforme de salaires pour l'Alcan à travers le Canada.

Pour le moment, la lutte passe par la négociation de l'indexation. C'est une étape dans une bataille à finir.

AMIANTE: CLINIQUE MEDICALE

A l'initiative de la CSN, une clinique médicale assez particulière s'est tenue à Thetford Mines du 18 au 23 novembre dernier. A cette occasion, 1400 travailleurs des mines de l'amiante ont subi divers examens et tests sous la surveillance d'un groupe de médecins de Montréal aidé d'un autre groupe de médecins spécialistes de New-York. L'équipe de médecins a choisi des travailleurs, à la retraite ou encore actifs, ayant accumulé vingt années d'expérience ou plus dans les mines d'amiante.

Aux Etats-Unis, certaines recherches ont déjà été effectuées sur le sujet auprès de travailleurs dans le secteur de la transformation de l'amiante. Ce travail a permis aux spécialistes de conclure que la fibre d'amiante pouvait avoir des conséquences graves sur la santé des travailleurs. Maintenant on poursuit le travail dans le secteur de l'extraction de l'amiante. Il serait peut-être bon de souligner que c'est la première fois qu'une telle recherche est entreprise et c'est une centrale syndicale qui en a pris l'initiative! Ni les compagnies, ni le gouvernement n'ont osé s'engager dans un tel travail qui pourrait certainement poser des questions "délicates".

Pour la CSN et pour les travailleurs de l'amiante, cette clinique médicale s'inscrit dans une offensive générale sur

les conditions de travail. Pour la première fois, les travailleurs auront en mains les résultats des analyses faites. Pour la première fois, les syndicats auront en mains des données précises pour appuyer leurs revendications. Ce qui risque de bouleverser pas mal de choses, non seulement au niveau des conventions collectives mais aussi au niveau des accidents de travail (entre autres).

En tout cas, à court terme, les travailleurs exigeront localement des moyens de contrôle sur les examens médicaux dont les résultats, jusqu'à date, ont toujours été tenus secrets par les médecins de compagnie.

AMIANTE: FRONT COMMUN

Puisqu'on est dans le sujet de l'amiante, il faut souligner ici la création d'un front commun des syndicats de l'amiante qui va s'engager bientôt dans la négociation d'une convention collective. Comme la clinique médicale, le front commun est une initiative sans précédent qui risque d'influencer l'avenir de façon particulière. Au sein du front commun, on retrouve les 3500 travailleurs de l'amiante de la région de Thetford Mines, affiliés soit avec la CSN soit avec les Métallos de la FTQ. Le front commun a déjà déposé un projet de convention collective qui traite essentiellement des clauses monétaires. Les syndiqués veulent rattraper le coût de la vie qui a rapidement mangé la maigre

augmentation de \$0.65 l'heure obtenue il y a trois ans.

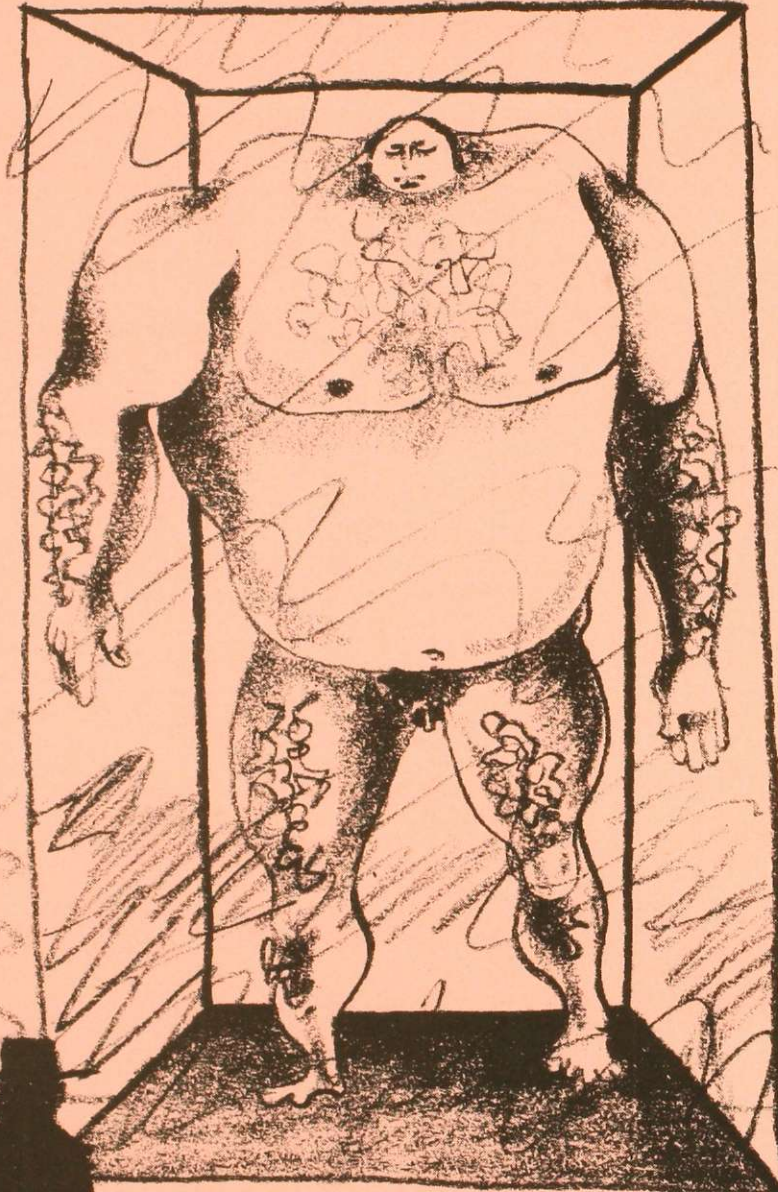
Puisqu'ils veulent être sur le même pied que les autres travailleurs des mines au Québec, ils demandent une augmentation de \$2.95 l'heure (répartie sur deux ans) et l'indexation de leurs salaires. On peut déjà s'attendre à une lutte assez dure dans ce secteur, surtout si on garde en mémoire l'attitude nettement anti-syndicale des compagnies de l'amiante. Mais la naissance du front commun et la tenue de la clinique médicale nous permettent de croire que les travailleurs de la région se sont donnés des armes efficaces pour mener cette lutte jusqu'au bout.

Espérons que l'incendie récent d'un des moulins ne servira pas de prétexte à la compagnie pour durcir ses positions.



ouvelles • les p'tites nou

LE MUSÉE DE L'HOMME



* enfant effrayé

mpado

DÉLÈGUÉ DE CHANTIER FTQ
1974

LE TRAVAIL, UN NOM MAL ADAPTÉ

J'attends toujours le magazine Le Travail avec impatience parce que je participe activement à une expérience semblable (mais plus modeste) à Sherbrooke, le journal CONTACT. Ce soir, le nom du magazine, Le Travail, comparé à son style et à sa présentation, m'est apparu un peu bizarre. Il me semble qu'actuellement le mot "travail" ne connote plus la même chose qu'il y a 25 ans, au moment où le journal Le Travail fai-

sait ses premières armes. La paresse prend de plus en plus d'importance autant dans les conventions collectives que dans la société en général (assurance-chômage, drop-out, etc.). Le contenu même du magazine en fait preuve. Tout en gardant un ton très ferme, on ne sent pas cette agressivité pognée et intolérante des maosistes-trotskyistes-léninistes. Il y a de l'humour, du monde qui sourit, des enfants, du joul, etc. La mise

en page est reposante. On lit ce qu'on veut et finalement on s'aperçoit qu'on a presque tout lu. En somme, le magazine tel qu'il est ne correspond pas à cette notion de devoir, d'assiduité et de répression que véhicule le mot "travail". Ce n'est sans doute qu'un détail dans toute l'histoire syndicale du Québec.

Rosaire Gagnon
400, Principale sud
Waterville, Québec.

PAPAJAK SALUE LE TRAVAIL

Tous les mois, nous distribuons régulièrement 400 numéros gratuits du journal "Le Travail" dans le secteur des travailleurs des pâtes et papiers de Jonquière, Kéogami et Alma. Nous pouvons vous assurer que les gars le reçoivent et le lisent de plus en plus et avec plaisir. Continuez à améliorer votre formule et je crois que le magazine vivra longtemps!

Vous trouverez, ci-inclus, quelques numéros

de notre feuille de chou que nous publions tous les mois, PAPAJAK. Ce journal est né durant notre dernière grève mais nous avons décidé de le continuer pour tenir nos membres en état de lutte.

Comme suggestion, si vous publiez un autre numéro d'ici la fin de l'année, un reportage sur nos équipes pourrait mieux faire connaître notre stratégie permanente, ce qui pourrait, peut-être, en motiver

d'autres. Excusez nos journalistes ordinaires; vous comprendrez qu'ils doivent enlever le camboui de leurs mains pour prendre la plume, ce sont des amateurs et si vous avez des suggestions à nous faire au sujet de notre journal, veuillez croire qu'elles seront les bienvenues!

Paul Tremblay,
Responsable du Service
de l'Éducation,
C.P. 117, Kéogami, P.Q.



NUMERO 20

papajak

Journal des travailleurs des pâtes et papier de Jonquière Alma Kéogami.

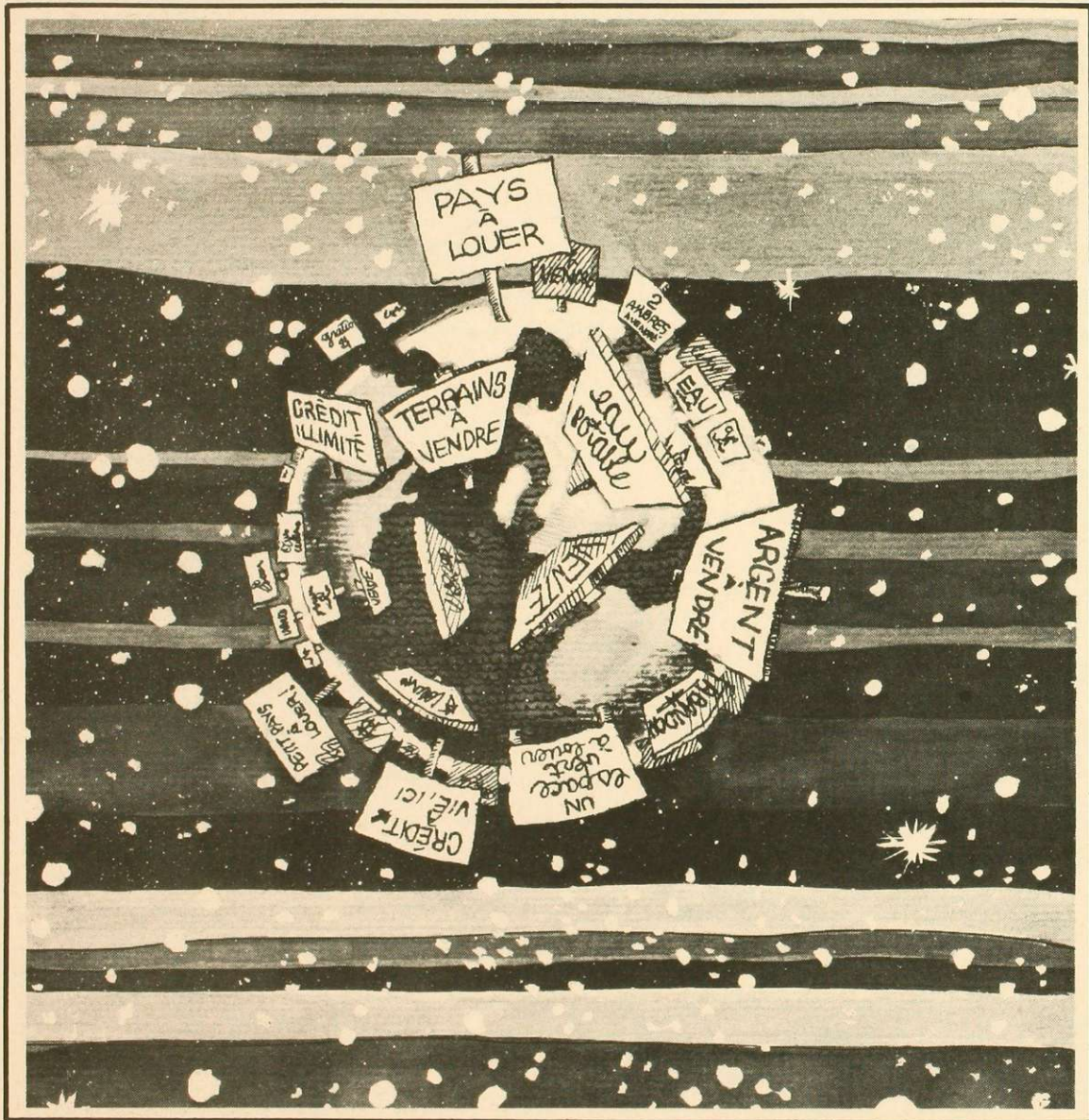


OCTOBRE 74

Dans la série
L'HISTOIRE DU SYSTEME SOLAIRE

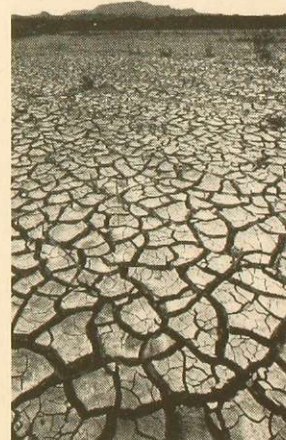
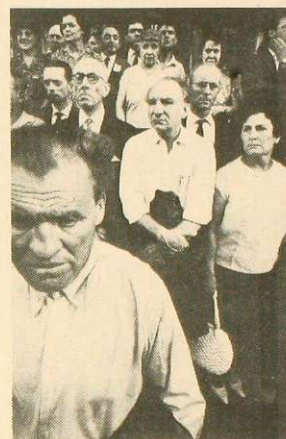
La planète terre à crédit

cours d'histoire ancienne
pour la période allant de 1920 à l'an 2007.



Cadre du chapitre

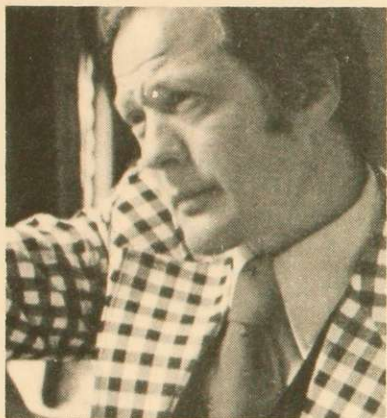
- L'époque terrestre 1920-2007 s'est caractérisée principalement par une obsession, celle de l'argent.
- Un groupe social minoritaire s'était alors formé avec comme seul but de faire le plus d'argent possible le plus vite possible sans se soucier aucunement des conséquences de leurs gestes. A l'époque, différents noms furent donnés à ces hommes: financiers, shylocks, hommes d'affaires, capitalistes, argentiers, ministres, riches, banquiers, spéculateurs, industriels...
- Ce groupe social ne pouvait exister que grâce à l'existence même d'un autre groupe, majoritaire en nombre, qui servait malgré lui de courroie de transmission à l'argent. Ce groupe majoritaire en nombre se nommait travailleurs, salariés, prolétaires, ouvriers, pauvres, employés...
- Le système instauré par l'existence de ces 2 groupes amena la Terre, en moins de 150 ans, à la catastrophe: toutes les ressources naturelles de la planète avaient été pillées, la pollution de l'eau et de l'air était telle que les hommes imprudents s'empoisonnaient, la population était immense et la nourriture manquait.
- Les manifestations de cette décadence à l'époque furent la sur-production, la sur-consommation et l'endettement progressif de la classe majoritaire, phénomène sur lequel nous allons nous attarder dans ce chapitre.
- Il faut noter ici que cette civilisation, contrairement à toutes celles qui l'avaient précédée, n'a pu engendrer aucune civilisation de rechange: le pouvoir de l'argent était destructeur à ce point.



Voici donc les 2 personnages-types, qui comme dans les chapitres précédents serviront de base à l'étude de cette période historique. Ces 2 personnages, on peut s'en douter, représenteront chacun un des 2 groupes sociaux nommés dans le résumé du chapitre.

Nous retrouvons donc Jean LeBlanc, industriel et Alfred Boisvert, travailleur, dans des situations de vie quotidienne, le tout inspiré de documents d'époque qui se sont rendus jusqu'à nous. Il s'agit évidemment de reconstitutions historiques.

JEAN LEBLANC, INDUSTRIEL



J'ai 55 ans et je suis riche. Je suis parti de rien: mon père qui était travailleur m'a appris à ne rien ménager pour réussir dans la vie.

J'ai investi mon argent partout où c'était payant et maintenant j'en profite. Je ne suis pas comme certains qui ont mis tous leurs oeufs dans le même panier. Moi j'ai su profiter du système à toutes ses étapes: je possède des usines, une grosse chaîne de magasins et j'ai des intérêts importants dans une compagnie de finance bien connue. Par ce fait mes profits s'en trouvent multipliés.

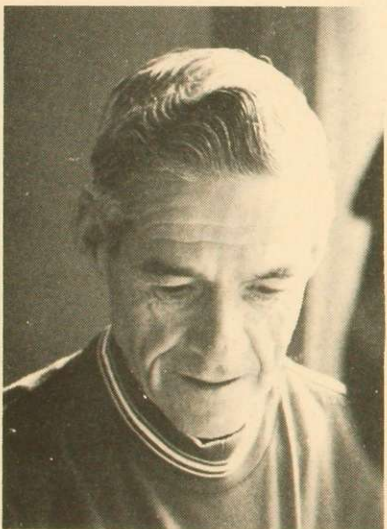
D'abord je fais de bons profits avec mes usines où je paie mes

ouvriers juste assez pour qu'ils n'abandonnent pas le travail, ensuite dans mes magasins où j'encaisse un profit respectable sur la vente et enfin dans la finance où je prête de l'argent à un taux élevé aux travailleurs pour qu'ils puissent se faire des petits plaisirs une fois de temps en temps, enfin le plus souvent possible.

Autrement, où iraient les affaires?

Mais les affaires sont bonnes et nous le méritons bien car sans nous, sans le travail qu'on donne, sans les produits qu'on fabrique et qu'on vend, sans l'argent qu'on prête, qui s'occuperait du monde, qui les ferait vivre?

ALFRED BOISVERT, TRAVAILLEUR



Tabarnouche, quand j'y pense, je me dis qu'on est chanceux, nous autres, d'être nés au 20^{ème} siècle. On mène une belle vie.

Avant, et même encore aujourd'hui il y a des pays qui sont comme ça, nos pères et nos grands-pères tiraient le diable par la queue, travaillaient dur et longtemps. Et ils n'étaient pas équipés comme nous autres on peut l'être aujourd'hui: laveuse, sècheuse, gros frigidaire, ski doo, char de l'année, toute l'affaire, il nous manque rien, tout le confort moderne. Et quand on n'aime plus ça, on change pour du neuf. La grosse vie.

Faut dire, par exemple, qu'on peut vivre comme ça parce qu'on n'est pas des paresseux. C'est pour ça que quand j'ai acheté la laveuse à vaisselle,

ça m'a pas fait peur. On se l'est payé à tempérament. On s'est dit, ma femme pis moi, que j'avais rien qu'à faire un petit peu plus d'overtime. De toute façon, un petit peu plus un petit peu moins, c'est pas ça qui va changer grand chose. J'en faisais déjà pour le char et le set de salon, sans compter le petit dernier qui est malade et qui nous coûte cher effrayant.

Acheter sur la finance et payer la finance, c'est pas pour me vanter, mais je connais ça. Depuis mon premier char que je suis embarqué avec eux autres. Ils n'ont pas à se plaindre de moi, je les ai presque toujours bien payés. De toute façon, depuis le temps, ils me connaissent: ils savent que je vais travailler autant qu'il faudra pour le payer, que je n'arrêterai jamais.

Maintenant, si on porte un peu d'attention à ces textes, certaines questions nous viennent automatiquement à l'esprit, la principale étant: comment un tel système a-t-il pu fonctionner? C'est ce que nous allons voir dans la suite du chapitre lorsque nous essaierons de saisir le fonctionnement du système de l'argent, lorsque nous tenterons de comprendre comment l'argent s'y prenait pour maintenir toutes les choses en place.

Portrait de la circulation de l'argent

- 1- Les riches font travailler les ouvriers pour des salaires.
- 2- Ces salaires sont utilisés soit pour consommer, soit pour épargner si c'est possible.
- 3- L'épargne utilise les canaux suivants: contribution à un fonds de pension, achat d'assurances de toutes sortes, dépôts à la banque ou à la caisse.

Que l'argent aille à la consommation ou à l'épargne, elle retourne toujours entre les mains des riches:

- chez les marchands et dans les usines quand l'ouvrier consomme,
- dans les institutions financières quand l'ouvrier épargne.

- 4- Les riches récupèrent donc, par ces 2 canaux, la quasi-totalité de l'argent que le travailleur reçoit pour avoir vendu son travail.
- 5- Simplement parce que les riches, une fois qu'ils ont récupéré l'argent par ces 2 canaux (consommation et épargne), se la redistribuent entre eux et la réutilisent sur le marché soit en investissement industriel, soit en investissement financier, soit en consommation.

Version définitive du portrait

Ce que nous venons de voir, c'est l'ossature de base du système tel que connu à l'époque qui nous intéresse. La logique de ce système, cependant, voulait qu'il évolue sans cesse vers une plus grande circulation de l'argent, vers de meilleurs profits pour les riches, vers plus de consommation pour les autres.

C'est ainsi que suite à quelques guerres qui ont favorisé le développement de la technologie et de l'industrie lourde, le système de production s'est mis à rouler de plus en plus vite de sorte qu'il en est sorti beaucoup plus de produits en beaucoup moins de temps. Ce temps est connu dans l'histoire comme celui de la sur-production, du gaspillage des ressources de la Terre.

Les usines, cependant, ne pouvaient produire en grande quantité que si les travailleurs, qui formaient plus de 90% de la population de la planète, pouvaient se permettre d'acheter ces produits en grand nombre. L'un ne pouvait aller sans l'autre.

Ce qui amena l'ère de la sur-consommation, sous-produit de la première.

Quels moyens les riches utilisèrent-ils pour parvenir à ces fins?

- 1- La production qui sortait des usines fut volontairement de plus en plus de mauvaise qualité, de sorte qu'il fallait acheter de plus en plus souvent du neuf.
- 2- Pour favoriser des achats plus fréquents, il fallait qu'il y ait plus d'argent sur le marché, ce qui amena le crédit à la consommation. Ce crédit à la consommation eut d'ailleurs un double effet puisqu'en plus d'accélérer la consommation, il accéléra aussi la production, la demande de produits étant plus grande.
- 3- Pour parfaire le système, on développa une industrie parasite, celle de la publicité, qui par toutes sortes de moyens avait pour but de convaincre les travailleurs d'acheter en grand nombre le plus de produits possible. C'est ainsi qu'on créait artificiellement des besoins de consommation chez les travailleurs.

Le système s'organise: le cas de l'automobile

L'automobile, au 20^{ème} siècle, fut pour ainsi dire le produit de base du système, le super-produit de consommation, vu son coût élevé et sa fabrication en série.

Grande production, dans tout système, amène nécessairement grande consommation. C'est ainsi qu'est apparue la possibilité toujours plus grande d'acheter des automobiles à crédit.

Mais vendre des automobiles à crédit n'était pas suffisant. Les premières automobiles duraient des années, ce qui limitait grandement le marché. C'est ainsi que les compagnies en vinrent à fabriquer des automobiles peu durables et à changer les styles de carrosserie à tous les ans. La publicité devait faire le reste, c'est-à-dire convaincre les travailleurs qu'il était important de posséder le dernier modèle.



UN CAS: LE QUÉBEC

Pour bien illustrer ce phénomène, nous avons choisi un peuple vivant à crédit à cette époque-là, les Québécois, terriens habitant le Québec, petit pays représentant selon nous un cas-type du rapport d'exploitation capitalistes/travailleurs/crédit.

De plus, le Québec était voisin de la puissance économique de l'époque, les États-Unis d'Amérique, lesquels contrôlaient quasi-totalement l'économie de ce petit pays.

Le crédit au Québec

Le Québec, situé en Amérique du Nord, était comme les autres pays de ce continent, peuplé en majorité d'Européens blancs venus s'établir là 3 ou 4 siècles plus tôt, prenant du même coup la place des Indiens vivant sur ces terres depuis des siècles.

Le Québec possédait cependant une particularité importante qui devait jouer un grand rôle dans son histoire: ses habitants parlaient une langue qui s'assimilait à la langue française. En 1970, vivaient là plus de 5 millions de francophones entourés de plus de 250 millions d'anglophones. Une sorte de miracle culturel.

La situation économique de cette population, cependant, se sentait de cette différence. Seuls les chiffres ont une certaine éloquence en pareil cas:

produit national brut par habitant

	1966	1970
USA (1er rang)	\$3840	\$4380
Canada (4ième rang)	\$2670	\$3550
Québec francophone (11ième rang)	\$1800	\$2320

De toute façon, ça ne dérangeait pas les anglophones que les Québécois francophones existent: bons travailleurs, ils étaient une source de profits accrus puisqu'on leur versait des salaires moindres que ceux versés aux anglophones, ce qui avait pour but principal d'assurer aux employeurs une main-d'oeuvre plus docile, travaillant volontiers plus longtemps et mieux que ses équivalents anglophones. Mieux parce que le travail était rare et plus longtemps parce que les Québécois voulaient plus d'argent que ne leur en assurait leur salaire. Car il faut bien comprendre ici que si les Québécois avaient moins d'argent que les Américains ou les Canadiens, ils se voyaient offrir par contre par la publicité les mêmes produits à consommer que ces derniers, ils recevaient les mêmes incitations à la consommation.

Ce qui infailliblement amena un développement rapide du crédit à la consommation (dettes, finance, etc...) Et comble d'ironie, l'argent n'ayant pas beaucoup de racines, c'est par le biais de la sur-consommation que les Québécois oublièrent qu'ils étaient différents.

NOTE:

Malheureusement, nous ne possédons pas toutes les statistiques québécoises sur le crédit. Les seules sur lesquelles nous pouvons compter vont en gros des années 1950 à 1973. Cependant, c'est justement vers ces années-là que le crédit à la consommation s'est installé au Québec.

Une étude de cette période est donc suffisante pour rendre compte du phénomène.

Traditionnellement au Québec, il était mal vu d'avoir recours au crédit, d'avoir des dettes, car les dettes, cela signifiait la honte: les gens préféraient vivre selon leurs moyens.

Dans cet esprit, voici ce que disait "Le catéchisme des caisses populaires Desjardins" qui fut publié pour la première fois en 1911:

“Nos richesses nationales nous viennent: 1) de l’agriculture, 2) de l’industrie. Elles se perdent: 1) par le luxe, 2) par l’ivrognerie, 3) par l’achat à crédit qui conduit à l’imprévoyance et à la misère, 4) par l’usure, 5) par la spéculation.”

Ce mot d’ordre lancé par une grande institution bancaire de cette époque au Québec n’eut cependant pas grand effet sur la suite des événements. D’abord ce sont les Américains qui installèrent le crédit au Québec par le biais des compagnies de financement de ventes à tempérament et des compagnies de prêts, dites compagnies de finance. Ensuite les institutions financières locales, même les caisses populaires Desjardins malgré leurs principes, durent se mettre aussi à faire crédit: il fallait qu’elles prennent leur place sur le marché du crédit sinon elles risquaient de disparaître.

Et le crédit prit sa place au Québec, il suffit d’en constater la progression de 1951 à 1973.

Total du crédit à la consommation sur le marché

1951: \$322 millions
1970: \$3,426 millions
1973: \$4,500 millions

Cette formidable hausse du crédit (près de 1,400% en 23 ans) s’est particulièrement accélérée dans les années ‘60, période qui fut surnommée au Québec “la révolution tranquille”. Il fallait en effet que la “révolution” soit tranquille pour que le crédit à la consommation puisse augmenter de \$250 à \$360 millions par année entre 1964 et 1969.

Il est cependant curieux de constater qu’entre 1951 et 1970, **les dépenses de consommation** n’ont augmenté que de 84%:

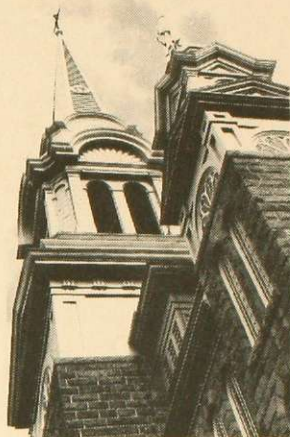
1951: \$859.60 par personne
1970: \$1585.20 par personne

ce qui tendrait à prouver que le crédit se développait plus vite que la consommation elle-même.

Une preuve de cela nous est peut-être fournie par le tableau suivant qui nous donne les pourcentages des revenus totaux des personnes qui dépendent directement du crédit à la consommation:

Revenus dépendant du crédit à la consommation par rapport aux revenus totaux des individus

1951: 9% (ou \$79.39 par personne)
1970: 24% (ou \$569.77 par personne)
1973: 28%



Essor prodigieux du crédit



Les endetteurs du Québec



Jusqu'à \$5,000

Faites confiance à la compagnie qui dit: "N'empruntez jamais inutilement" ... la compagnie qui prête rapidement pour toute raison valable.
Jusqu'à 60 mois pour rembourser.

HOUSEHOLD FINANCE
CORPORATION OF CANADA



Ce qui donne comme résultat qu'au Québec, en 1970, 56% des familles étaient endettées, dont 15% gravement, c'est-à-dire avec menaces de saisies, faillites, etc. L'endettement moyen de ces familles était de \$3,000. montant énorme si l'on considère les revenus disponibles.

Ce qui est plus grave encore, c'est que ce glissement des familles dans l'endettement ne faisait que s'aggraver d'une année à l'autre. Voici d'ailleurs quelques chiffres bons pour le Canada tout entier, comprenant donc le Québec:

Ménages endettés au Canada (%)

1956: 49.7% (dont 11.8% pour plus de \$2000)
1960: 49.8% (dont 13% pour plus de \$2000)
1964: 51.8% (dont 16.5% pour plus de \$2000)

Pour le Québec seulement, l'endettement moyen des familles s'est accru de 156% entre 1956 et 1970.

Pour qu'il y ait eu des endettés à ce point au Québec, il a fallu qu'il y ait des endetteurs. Et ce n'est pas ce qui manquait:

- les compagnies de financement de ventes à tempérament (grands magasins, meubles, automobiles...) sont apparues vers 1920;
- les compagnies de prêts (finance) sont aussi apparues vers 1920;
- les banques et les caisses populaires ont emboité le pas vers la fin des années '50;
- quant aux cartes de crédit, elles sont arrivées sur le marché dans les années '60.

L'évolution du nombre des compagnies faisant crédit est significative:

	1951	1961	1970
compagnies de financement de ventes	40	235	429
compagnies de finance	25	162	488
banques à chartre	59	297	1311
caisses populaires	33	170	575
grands magasins	14	71	130
sociétés pétrolières	0	14	64
TOTAL	171	949	2997

Toutes ces compagnies n'avaient cependant pas les mêmes clientèles principales. Ainsi les banques et les caisses populaires prêtaient surtout aux revenus stables ou élevés alors que les compagnies de finance prêtaient surtout (et à taux d'intérêt plus élevé) aux revenus plus faibles.

C'est ici qu'apparaît une chose étrange: on pourrait croire que seuls les très petits salaires étaient obligés d'emprunter de l'argent pour pouvoir se permettre de consommer. Rien de plus faux. En

1956, on a calculé que ceux qui gagnaient moins de \$20,000 par année devaient à un moment ou l'autre de leur vie faire appel au crédit à la consommation. **\$20,000 en 1956**, ce qui avec l'inflation qui avait cours à cette époque signifiait \$35,000 en 1974. Ce qui nous laisse songeur.

On a calculé en 1970 que les compagnies de finance, après impôts, avaient fait des profits de \$72 millions.

En 1972, HFC avait un chiffre d'affaires de \$2 milliards au Canada et avait dépensé plus de \$10 millions en publicité; Beneficial Finance, \$1.6 milliard de chiffre d'affaires et \$6 millions de publicité; Avco, \$1.4 milliard de chiffre d'affaires et \$9 millions de publicité.

En 1974, une seule catégorie d'endetteurs avaient encore quelques difficultés à faire des profits, soit les cartes de crédit, qui ne représentaient cependant que 10% du volume du crédit à la consommation comparativement à 40% dû à l'achat d'automobiles et 20% à la consolidation de dettes.

Pour comprendre pourquoi, prenons l'exemple des cartes de crédit pour l'essence qui n'étaient maintenues que grâce à la concurrence que se livraient les compagnies d'essence entre elles. Car ces cartes coûtaient cher puisqu'elles étaient déficitaires et elles étaient déficitaires parce que 60% des clients payaient à la fin de chaque mois et évitaient ainsi de payer des intérêts. Or pour que ces cartes soient rentables, il aurait fallu que 60% des usagers ne paient pas à la fin du mois.

Mais qui croyez-vous payaient le déficit de ces cartes de crédit? Les patrons? Mais non, les usagers, avec ou sans cartes, qui payaient leur gallon d'essence plus cher, tout simplement.

Décidément, le système de l'argent était presque parfait.

Quelques profits des endetteurs

La crise peut être évitée"

**Natalité:
alerte à l'an 2000**

ECONOMIE

**La vertigineuse explosion
des pétrodollars**

« Si les pays pétroliers ne dépensent pas leurs 50
de dollars, c'est un énorme problème
financier. Et s'ils les dépensent,
c'est un énorme problème politique... »

Le chroniqueur Helmut Schmidt (voir...
« L'Amérique horlogère la semaine des... »
«... »

**Acheter
l'avenir**



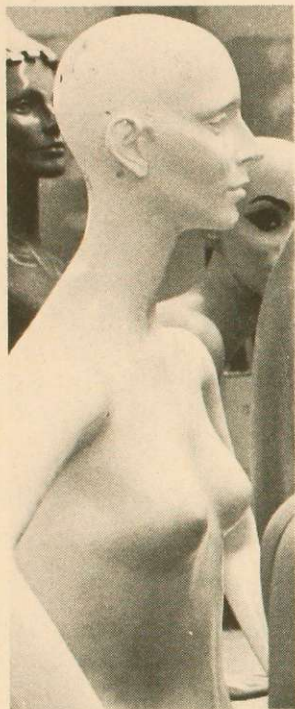
Documents de l'époque

Vous êtes en voyage,
loin des vôtres,
seul, seule ?

Utilisez **MULTISEX !**

Plus de 6,500 distributrices
au Canada et aux Etats-Unis.

**MULTISEX,
LA CARTE HUMAINE**



Jouissez maintenant,
payez plus tard.
Vous voulez passer la soirée
avec un homme,
avec une femme?

ENCAN GIGANTESQUE... OFFRE EXCEPTIONNELLE

Objet de l'encan : le Québec.

10 millions d'habitants, plusieurs grandes
villes dont Montréal, des richesses
naturelles (fer, cuivre, uranium...) en
quantité, de l'électricité à bon marché,
des travailleurs vaillants mais endettés.
Le preneur aura plus de \$178 milliards
à payer aux différents créanciers.

DATE: 12 mai 1992.

LIEU: First National City Bank, Wall St.,
New York City.

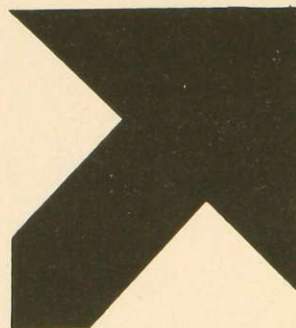
Fatigués de votre travail?
De la vie trépidante de la ville?
Des problèmes à n'en
plus finir?

5 ans

REJOUISSÉZ-VOUS,
VOICI FIVETOUT !
Voici la première grande carte
de crédit qui vous offre 5 ans
de vie sans soucis.

Exceptionnel, pratique, unique...
La carte **TOUTRIP**
vous offre une année sabbatique à crédit.
Le repos que vous souhaitiez,
TOUTRIP vous l'offre.

**PARTEZ SANS CRAINTE...
TOUTRIP EST LA !**



LES COMPAGNIES DE FINANCE AU POUVOIR

28 mai 1992: jour de la honte

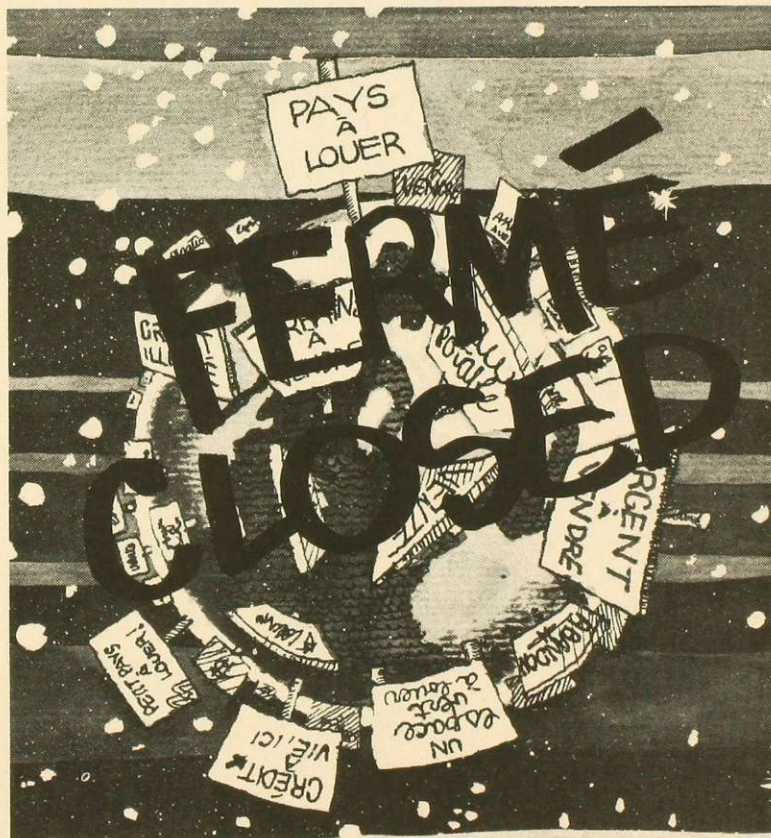
- HFC, Beneficial, Avco et le holding des banques s'emparent du gouvernement. Le Québec leur appartient puisqu'ils ont acheté les Québécois un par un.
 - L'Etat du Québec a dû déclarer faillite parce que 85,3% de ses habitants étaient devenus insolubles.
 - Les dettes personnelles des Québécois s'élèvent maintenant à \$189 milliards.
 - Les milieux financiers réagissent favorablement et jettent le blâme sur le manque de maturité des Québécois.
- (détails en pages 2-3-4-5-6-7-8 et 32)

Avant d'aborder le chapitre suivant, qui traitera de la phase finale de la destruction de la Terre, il faut se poser certaines questions, il faut chercher à comprendre pourquoi le système de l'argent a pu s'implanter aussi solidement, pourquoi la majorité des hommes ont-ils regardé sans bouger leur planète se détruire?

C'est presque un mystère. Car d'après les documents d'époque que nous avons pu étudier, il semble évident que les Terriens avaient devant leurs yeux les preuves démontrant la décadence de leur mode de vie et de leur planète: les famines, la quantité effarante de déchets qu'ils produisaient quotidiennement, la pénurie de certaines matières premières qui se faisait sentir de plus en plus souvent, la dégradation de tout leur milieu de vie, de leur espace vital; la pollution de l'eau, de l'air, la pollution par le bruit, le rythme de vie extrêmement rapide qu'il leur fallait maintenir, les maladies nouvelles qui faisaient leur apparition et que l'humanité n'avait jamais connues auparavant.

Tout cela existait mais aucun groupe majeur ne réagissait, la plupart pensaient que le système se régénérerait par lui-même, qu'il saurait faire face à sa destruction lorsque le moment en serait venu. Et peu de personnes réalisaient que le moment était venu. Le devant de la scène était tenu par l'argent et peu voyaient ce qui se passait derrière.

C'est ainsi que la Terre et ses habitants s'aperçurent tout d'un coup qu'il était trop tard.



Conclusion du chapitre



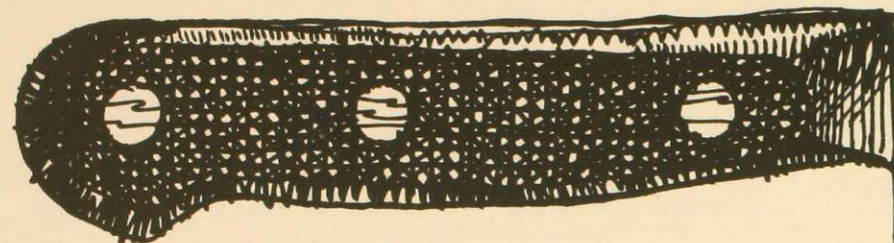
Depuis octobre, on entend beaucoup parler des cultivateurs qui font de l'élevage et qui n'arrivent plus. Ils accusent toutes sortes de monde, dont les intermédiaires. William O'Bront est un intermédiaire.

par l'intermédiaire d'un juge (les intermédiaires, il connaît ça), qu'il avait aussi contribué à la caisse électorale des libéraux et qu'il avait aidé en 1960 à la mise sur pied du parti civique du maire Jean Drapeau.

le carcajou du mois

WILLIAM O'BRONT

argentier de la pègre montréalaise et magnat de la viande.



Selon les policiers qui ont témoigné lors de la commission d'enquête sur le crime organisé, le magnat de la viande William O'Bront est le grand argentier de la pègre montréalaise. Il est assez simple d'imaginer quelles sortes de talent il faut avoir pour se rendre jusque là.

Voyons par quelques faits qui est William O'Bront et quelles sortes de relations il entretient:

1- William O'Bront est propriétaire de 6 compagnies de viande qui fournissent un très grand nombre de restaurants et de commerces dans la région montréalaise.

Canada Packers, le géant qui contrôle 50% du marché de la viande au Canada, vend la viande à O'Bront qui lui la refile à ses clients. O'Bront est un intermédiaire.

2- Le rôle d'intermédiaire est de tout repos: O'Bront achète de Canada Packers, fait faire un mille ou deux à la viande et reçoit pour ce service \$0.30 la livre vendue à ses clients, soit autant que les producteurs à l'heure actuelle.

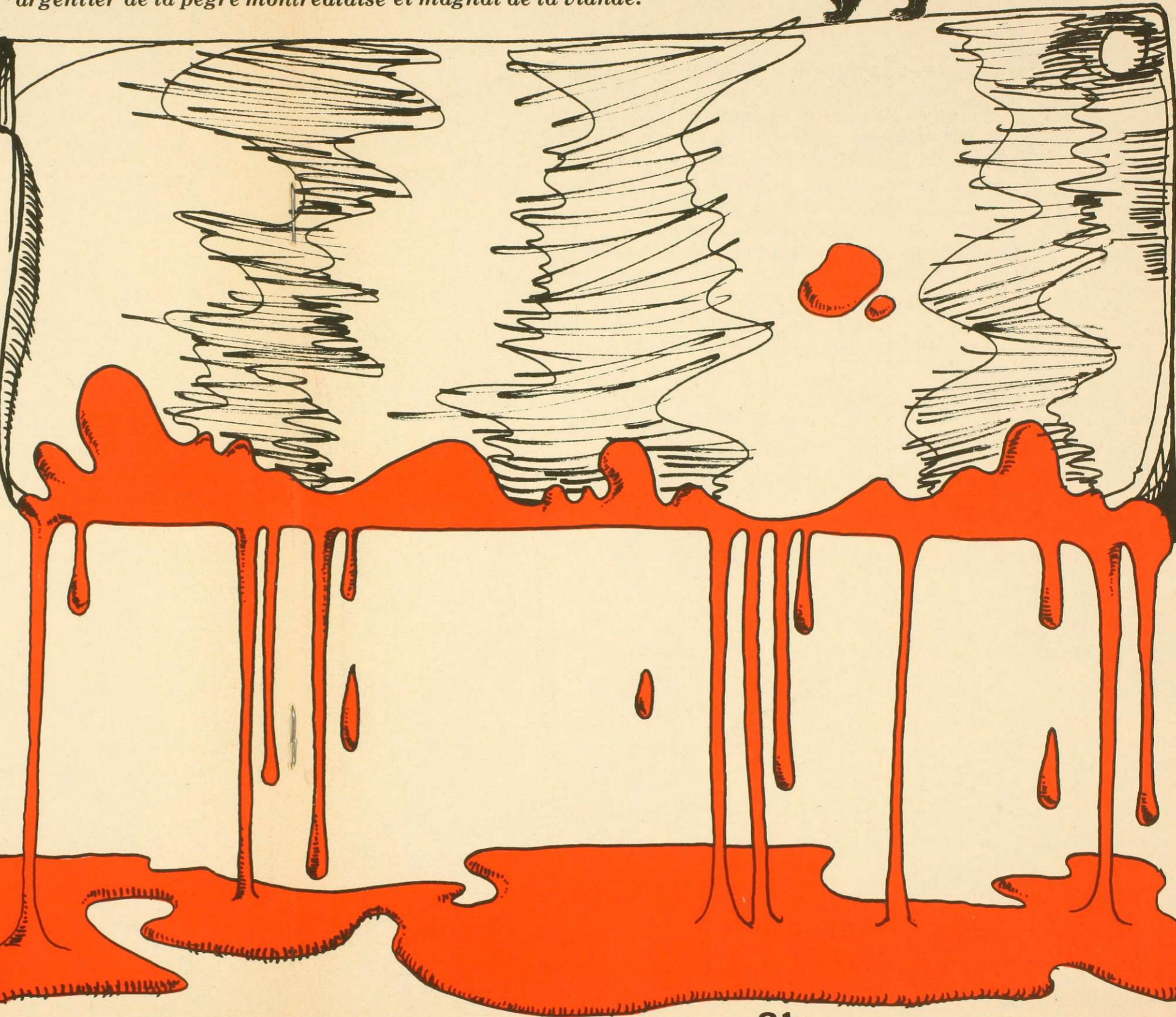
3- O'Bront a déclaré à la Commission d'enquête sur le crime organisé qu'il avait contribué à la caisse électorale de Bourassa lors de la course à la chefferie

On peut constater tout de suite que ce dernier geste n'a pas nui puisque O'Bront était le plus gros fournisseur de viande lors d'Expo 67.

4- Les policiers de la commission d'enquête sur le crime organisé ont mis 2 ans de pénibles procédures pour enfin obtenir ce qu'ils voulaient, soit un mandat de perquisition pour saisir les livres comptables de O'Bront. Or une fois le mandat obtenu, la perquisition n'a jamais été faite, les policiers n'ayant pas reçu l'ordre de leurs supérieurs.

Mais il est vrai que dans de telles situations, O'Bront navigue dans des eaux connues: son ami et avocat (aujourd'hui décédé) Me Antoine Geoffrion ne fut-il pas longtemps trésorier du Parti libéral du Québec et Choquette, lors de la crise d'octobre 70, n'a-t-il pas dit qu'il serait "injuste pour la pègre" de se servir de la loi des mesures de guerre pour leur nuire, les mettre en prison.

Etre voleur comme O'Bront, je me sentirais en pleine sécurité au Québec en 1974.



portrait d'un travailleur

Lise Cloutier

Entre l'étudiante qui voulait échapper à la pauvreté
et la femme qui milite dans le syndicalisme,
il y a toujours eu le même refus
de se résigner devant son sort.

Fille d'un employé municipal de Trois-Rivières,
troisième d'une famille de sept enfants,

Lise Cloutier a passé sa vie
à relever des défis personnels,
qui l'ont conduit petit à petit au syndicalisme.

Agée de 29 ans, elle travaille aujourd'hui
au département de santé communautaire,
après avoir travaillé près de neuf ans à l'hôpital
et quatre ans dans une "shop de couture".



Le refus

"J'ai toujours rouspété, et je pense que je vais mourir comme ça."

Cela a commencé tranquillement, par le refus d'accepter le sort des filles du voisinage qui lâchaient l'école pour travailler à la "shop de couture". C'était une manufacture de sous-vêtements qui drainait la main-d'oeuvre féminine des familles pauvres de Trois-Rivières.

Quand elle voyait sa soeur revenir de cette manufacture fatiguée au point de se coucher à 7 heures jusqu'au lendemain matin, elle se promettait de ne jamais travailler là. Et pourtant, elle y travaillera quatre ans, en sortant de l'école elle aussi, au milieu de la 11e année. Pendant quatre ans, elle connaîtra elle aussi le travail à la pièce, le travail à la course, pour \$35 par semaine.

Et curieusement, c'est à cause d'un autre refus qu'elle a été entraînée dans le chemin qu'elle avait juré d'éviter, celui de la manufacture. On approchait des fêtes, et les élèves de 11e année devaient aller en retraite

fermée pour la fin de semaine. Elle refuse, parce qu'elle n'accepte pas que tout le monde soit obligé d'y aller, et de déboursier les \$15 requis. Ces \$15, elle ne voulait pas les demander à son père, sachant qu'il ne les avait pas.

Révoltée par la punition encourue, elle ferme ses livres et rentre à la maison. C'était fini l'école, et les rêves qui vont avec. Devant elle, il n'y avait plus que la "shop de couture", où elle entre deux semaines plus tard.

Le choc

Elle qui voulait faire de l'argent pour changer son destin, la voilà plongée brusquement dans le "cheap labour". Mais faire la tête forte au travail, cela a d'autres conséquences qu'à l'école. Aussi apprendra-t-elle à courir sur la job comme les autres, et à se trouver chanceuse d'au moins travailler.

"J'ai fini par aimer ça, et j'ai même pensé finir ma vie là."



S'en sortir

Car il y avait la camaraderie, les sorties en groupe, les plaisirs ordinaires des jeunes travailleurs, qui font oublier le travail. Il y avait aussi les réunions de la JOC, où elle allait pour être avec du monde comme elle, plutôt que par conviction.

"Je n'ai jamais compris pourquoi il fallait mettre le mot 'catholique' après jeunes travailleurs."

Puis un jour, l'union du vêtement distribue des tracts à la manufacture. Lise Cloutier embarque dans l'organisation du syndicat et se fait congédier. Ce qui la contraint à faire une autre chose qu'elle s'était promis de ne jamais faire, travailler pour les soeurs: elle s'engage à l'hôpital, comme préposée à l'admission.

"Je commençais à réaliser que c'était vrai ce que mon père disait, qu'il fallait toujours se battre."

C'est petit à petit que la volonté de s'en sortir s'est transformée en action syndicale, à force de voir du monde mal pris accepter leur sort comme une fatalité. Chez elle, la résignation n'a jamais pris le dessus. Et c'est à force de relever des défis personnels, comme de tenir tête à la soeur qui voulait la faire congédier de l'hôpital, qu'elle a débouché sur le syndicalisme.

"M'en sortir, ce n'était pas nécessairement m'engager, c'était de me comprendre. Mais le syndicalisme m'a permis de découvrir qu'il y a toujours du monde plus poigné que soi, et qu'on ne peut pas les laisser tomber."

C'est surtout en 1971 pendant le front commun, qu'elle est devenue active dans le syndicalisme, et qu'elle a découvert que les travailleurs ont un certain pouvoir quand ils connaissent leurs droits et qu'ils les prennent. Ne serait-ce que le droit d'avoir plus qu'une fin de semaine de congé sur trois, ce qui fut une de ses premières batailles à l'hôpital.



Vivre avec le monde

Depuis ce temps-là, elle ne manque pas une occasion de faire connaître leurs droits aux autres. Un jour par hasard, elle rencontre un employé désabusé qui travaillait dans une manufacture de chaussures depuis une vingtaine d'années, et lui demande: **"Vous n'avez jamais pensé à régler vos problèmes?"**

Ce fut le début d'une organisation syndicale, pour laquelle elle fit elle-même du porte-à-porte.

"J'aimais ça, surtout quand le monde était hostile et qu'il ne voulait pas me laisser entrer. Je prenais ça comme un défi, et je leur demandais: "Qu'est-ce que vous ne comprenez pas?" Quand on a eu l'accréditation, j'étais contente. Je me disais: ça en fait toujours bien 200 de plus pour se battre ensemble."

Que ce soit dans sa famille, que ce soit dans son travail, que ce soit avec ses amis, Lise Cloutier est toujours bien avec le monde. Pour elle, reconduire ses neveux au gymnase chaque samedi matin, c'est aussi important que la réunion ou la sortie de la veille. Discuter à n'en plus finir sur toutes sortes de choses et en toutes occasions, c'est aussi important que de faire une organisation syndicale.

"Je trouve que le monde est honnête et intéressant, même si je suis souvent déçue de voir qu'il y en a trop qui n'ont pas assez d'horizon, qui sont trop refermés sur eux-mêmes. Dans ce temps-là je me sens seule, et même si j'ai beaucoup de facilité pour faire des contacts, ça m'arrive d'être obligée de me donner des coups de pied pour continuer. Mais pousser des idées, c'est naturel, et je le fais parce que ça me tente. Et si je m'apercevais qu'il y en a qui abusent de moi, je deviendrais maligne"



On se libère tranquillement

Lise Cloutier a déjà été secrétaire de son syndicat, mais actuellement elle n'occupe aucun poste. Elle préfère travailler sur des comités avec le monde, ou organiser de nouveaux syndicats. Même les congrès lui pèsent, que ce soit ceux de la CSN ou de la Fédération des affaires sociales. Car elle trouve que pour y participer, il faut laisser trop de choses en arrière, comme les syndicats qui ont des problèmes, et qu'on n'appelle pas pendant une semaine.

"Il y a tellement d'ouvrage à faire ici. On passe pour des conservateurs à Trois-Rivières, et c'est vrai. Mais c'est avec le monde de la place qu'il faut travailler, et quand on aura plus de monde politisé ici, on pourra s'exprimer sur le plan provincial."



"On peut avoir l'impression de perdre son temps à pousser des idées, mais ça fait son chemin pareil. Je sens qu'on se libère tranquillement, et le peu que je fais me permet de dire: tu as fini de m'imposer n'importe quoi, moi aussi j'ai quelque chose à dire."

"Tôt ou tard, ça va être nous autres qui vont être là pour exercer le pouvoir. C'est bien sûr que ce n'est pas pour demain matin. Mais un jour, les travailleurs vont se tanner de se faire taper sur la tête. Alors ils prendront les moyens pour que ça change. Ce sera peut-être un parti, mais il y aura un ralliement qui se fera.

"Dans les syndicats on pourrait faire plus, si on prenait conscience de notre force. On est souvent trop modérés. Mais on a une chose que les partis n'ont pas. Les partis c'est des structures sans le peuple, tandis que les syndicats c'est des structures avec les travailleurs. On ne dit pas toujours ce qu'on pense dans les structures syndicales, mais au moins on a la possibilité de le dire."

Comme disait le président du syndicat de Greb Industries, qu'elle a aidé à fonder: **"Avant on avait peur, mais elle nous a appris à crier. Si on est heureux aujourd'hui, on peut la remercier."**



Moi aussi j'ai quelque chose à dire



De plus en plus de travailleurs
doivent faire la grève et sont
prêts à la faire pour défendre
leurs droits



**Comment peut-on s'organiser
pour les aider quand le fonds
de secours ne suffit plus**

**C'est quoi
le fonds de secours
de la CSN**



C'est un fonds indépendant du budget de fonctionnement de la CSN qui sert à verser des prestations hebdomadaires aux travailleurs qui sont en grève, en lock-out ou congédiés pour activités syndicales. Il sert aussi à payer différentes dépenses entraînées par les frais judiciaires, la publicité, le soutien matériel (pancartes, cabanes de grève, etc). Son importance est évidente: sans secours concret, les grévistes sont forcés de capituler un moment ou l'autre par la faim.

Tous les syndiqués CSN fournissent également à ce fonds de secours commun. Le congrès de juin dernier a fixé la cotisation à \$2.43 par mois et estimé, d'après les statistiques des années antérieures, que cette cotisation permettrait de verser à une moyenne de 1600 grévistes par jour des prestations de \$30/50 (célibataire/marié) à partir de la 3^{ème} semaine de grève, \$40/60 à partir de la 7^{ème} semaine et \$60/80 à partir de la 27^{ème} semaine. Le congrès de juin n'excluait pas la possibilité pour le gréviste de compléter ses secours par

des "side-line", dépendant des règlements établis par son syndicat.

Le fonds de secours de la CSN était donc nettement supérieur à celui de toute autre organisation syndicale au Québec. La CEQ, par exemple, se sert de son fonds de secours pour les frais divers mais ne verse des prestations aux grévistes que dans certains cas particuliers et limités.

De même, dans la plupart des unions américaines de la FTQ, les fonds de secours sont moins avantageux: les grèves illégales ne sont pas secourues, les grèves même légales doivent être approuvées aux Etats-Unis, les trésoriers internationaux peuvent utiliser divers règlements pour couper les secours, les prestations sont généralement assez basses (\$20 chez les Métallos à la 4e semaine, \$30/40 chez les TUA de United Aircraft). Le fonds de secours de la CSN est une des explications de la combativité qui a toujours caractérisé la CSN.

Toutefois, si généreux soit-il, un fonds de secours demeure un fonds de secours et ne doit pas être considéré comme une police d'assurance: le niveau des secours dépend de l'ampleur des combats à livrer et de la solidarité dont sont prêts à faire preuve les travailleurs. La crise qui vient d'éclater en est la preuve.

Pour comprendre la crise du fonds de secours, il n'est sans doute pas inutile de rappeler qu'une des caractéristiques de la CSN, c'est qu'elle regroupe un grand nombre de petits syndicats et de petits salariés. Cela pose des exigences particulièrement difficiles pour un fonds de secours.

En quoi consiste la crise du fonds de secours de la CSN



Le congrès de juin prévoyait pouvoir soutenir une moyenne de 1600 grévistes par jour, soit un peu moins de 1% des membres de la CSN. Au cours des années passées, le pourcentage des membres en grève n'a jamais guère dépassé 1%. Or, depuis le printemps dernier, le sort fait aux travailleurs par les grandes compagnies alliées au gouvernement (hausse des prix en particulier) a tellement empiré que les grèves n'ont cessé de se multiplier. Pendant les neuf mois de mars à novembre 1974, il y a eu autant de grévistes à la CSN (28,410) que pendant les 21 mois précédents (28,432), de juin 1972 à février 1974. De sorte que le pourcentage de membres en grève a largement dépassé un pour cent. Il s'est maintenu à deux pour cent depuis une quinzaine de mois, avec une pointe de près de trois pour cent en septembre et octobre (sur environ 175,000 membres).

Pendant ces deux mois de pointe, il y a eu 4,781 grévistes par jour en moyenne, dont 2,891 re-

cevaient des secours (à partir de la troisième semaine de grève). Dans ces conditions, le fonds de secours a épuisé rapidement ses réserves, et même en accélérant la perception des cotisations et des montants qui lui étaient dus, il a accumulé un déficit de liquidité de \$1,200,000 au 30 novembre. Un congrès spécial a donc eu lieu la fin de semaine du 1er décembre pour trouver des solutions à la crise. Et compte tenu de la gravité de la situation qui est faite aux travailleurs, compte tenu du grand nombre de syndiqués qui auront à négocier en 1975, ce congrès spécial a conclu que la moyenne quotidienne de grévistes recevant des secours ne pouvait être fixée à moins de 2,386 par jour.

Pourquoi y a-t-il une telle crise du fonds de secours



On peut toujours dire que les prévisions ont été mal faites, que le contrôle n'est pas suffisant sur les syndicats qui paient leurs cotisations en retard ou cachent des membres à la centrale, que le fonds de secours n'aurait pas dû accepter dans le passé de prêter de l'argent pour le fonctionnement de la CSN,

que le contrôle des dépenses n'est pas assez serré, et il peut y avoir du vrai dans tout cela, il y a même sûrement des réformes administratives à apporter, mais ce n'est pas une explication suffisante.

Même si tout fonctionnait à souhait, il reste qu'avec une cotisation de \$2.43 et le niveau de prestations fixé par le congrès de juin, on peut payer pour une moyenne de 1600 grévistes et non pour une moyenne de 2300 ou 3000. La seule explication fondamentale ne peut donc être que l'augmentation de la combativité des travailleurs et l'insuffisance des moyens et des méthodes traditionnelles des syndicats pour soutenir une telle combativité. Cette combativité est le fruit conjugué d'une situation économique et sociale de plus en plus intolérable pour les travailleurs, et de la prise de conscience politique que les syndicats ont provoquée depuis une couple d'années. Les travailleurs sont en train de changer et les syndicats ont largement contribué à cette prise de conscience. Ils doivent maintenant en assumer les résultats.



Quelles solutions ont été apportées par le congrès spécial

**et
ces mesures
sont-elles
suffisantes**

Le congrès devait d'abord trouver une solution immédiate à la crise. Ce faisant il devait forcément tenir compte du degré de solidarité actuel des travailleurs. Une nouvelle hausse des cotisations, ou toute forme de prélèvement obligatoire pouvant ressembler à une cotisation, même selon une formule proportionnelle au salaire (une heure de travail), risquait de soulever des oppositions systématiques dans certains secteurs et donc de diviser le mouvement. En conséquence, même si elle comporte également des risques, beaucoup de travail et un affaiblissement du fonds de secours antérieur, la majorité des délégués du congrès a opté pour une souscription volontaire pour combler le déficit et pour une baisse des prestations aux grévistes. En effet, les prestations seront désormais de \$20/30 à partir de la 4e semaine et \$30/50 à partir de la 7e semaine, et les grévistes qui retirent une prestation d'assurance-chômage, d'assurance-maladie, d'accident de travail ou un salaire parallèle équivalent ou supérieur aux prestations du fonds de secours n'auront plus droit à ces dernières. Même si l'esprit de ces mesures est de consacrer l'argent disponible à ceux qui en ont le plus besoin, plusieurs considèrent qu'elles vont freiner la combativité des syndicats et qu'il eut mieux valu miser sur l'esprit de solidarité en demandant une hausse de cotisations. Si la souscription donne de bons résultats, on peut dire que le congrès

a sauvé la CSN. C'était la première chose à faire. Mais un certain nombre de congressistes, comme le montrent entre autres les témoignages qui suivent, considèrent qu'il reste un travail énorme à faire pour remettre le mouvement en état de soutenir une combativité croissante: réformes administratives telles que la cotisation au pourcentage, la centralisation des cotisations ou toute autre formule permettant un meilleur contrôle sur le paiement des cotisations par les syndicats, révision serrée des dépenses de fonctionnement et des services du mouvement pour éliminer tout ce qui peut être gaspillage et inefficacité, recherche de nouveaux modes de négociation permettant d'établir des rapports de force suffisants du côté syndical pour amener des règlements plus rapides et plus avantageux, mise en place de structures d'entraide financière aux grévistes dans chaque région et chaque fédération pour compléter le secours de base fourni par la centrale, élaboration d'une véritable stratégie syndicale et politique pour les luttes à venir de façon à éviter de disperser les énergies, effort concerté de syndicalisation pour augmenter le nombre et donc la force du mouvement, action décisive pour faire modifier un code du travail qui isole systématiquement les unités syndicales, etc...

**D'après vous,
quelles seront
les conséquences
du congrès spécial**



Vers la fin du congrès spécial, nous avons fait circuler librement dans la salle du congrès un cahier où l'on demandait aux délégués du congrès de répondre à cette question. 40 délégués ont exprimé leur opinion par écrit. Nous avons sélectionné les témoignages que voici en tentant de respecter le mieux possible l'éventail des opinions et la diversité de provenance des répondants (régions et secteurs). Il convient de rappeler que les mesures adoptées par le congrès l'ont été avec des majorités confortables ce qui n'empêche pas, semble-t-il, plusieurs délégués d'exprimer individuellement le sentiment que ces mesures sont insuffisantes pour solutionner le problème de fond posé par la présente crise.

“Ce congrès est un recul dans tous les domaines sur les politiques de combat de la CSN. C’est l’acceptation en principe de ce que la CSN a toujours combattu: le bill 89 et la loi anti-scab de Cournoyer. C’est la peur de la direction de la CSN de diviser le mouvement plutôt que de défendre l’intérêt réel des travailleurs. Parce que la situation est alarmante, on sabote les principes établis en juin au lieu de demander des augmentations. C’est la peur et la lâcheté de beaucoup d’officiers de syndicats de se présenter devant leurs membres pour demander des augmentations justifiées. C’est un congrès où on a été baillonné régulièrement. Avec les amendements au Fonds de secours, c’est la fin des grandes batailles et le début du syndicalisme d’affaire et de boutique dans la CSN. C’est la victoire totale du patronat. Dans notre syndicat, nous nous sommes battus pendant trois ans pour nous sortir de ce genre de syndicalisme; nous n’avons pas de convention depuis mars 1972; nous sommes en grève depuis 9 semaines et on veut maintenant nous ramener dans le même bag. Nous n’avons plus d’autre alternative, si nous voulons continuer à nous battre, que de ne compter que sur nos propres moyens”.

Jean Fournier
Syndicat Uniroyal

“Ce sera à nouveau une prise de conscience du mouvement et on pourra voir jusqu’où les membres sont responsables”

Anne-Marie Denis
Sana Ross de Gaspé

“Le Fonds de défense sera légèrement assaini, mais le problème ne sera pas réglé pour autant. Nous ne serons pas encore en mesure d’affirmer que les membres accepteront que le FDP soit un fonds de secours et non une assurance. Le résultat de la souscription n’étant pas connu, personne ne sait si la dette sera remboursée.”

Toutefois, les règlements du FDP auront été améliorés, notamment en ce qui concerne les prestations versées aux grévistes qui travaillent ailleurs.”

Christiane Jobin
Conseil central
de Rimouski

“Ca ne changera pas grand chose parce que les problèmes de fond ne sont pas réglés. Comment se fait-il que 30,000 de la CSN ne paient pas leur cotisation? Pourquoi le Congrès n’a-t-il pas été informé en détail sur les causes de notre situation financière désastreuse.”

“D’après moi, le congrès n’a rien réglé au problème qui se pose pour combattre les patrons parce qu’en diminuant les prestations, nous empêchons nos membres d’aller en grève pour régler leurs problèmes”

Jean-Guy Bernier
Québec Poultry
de Ste-Rosalie

“Un succès à n’en pas croire de la souscription sera la plus belle preuve de la solidarité des syndiqués et il sera une preuve que les patrons prendront ce geste avec beaucoup d’inquiétude”

Raymond Giroux,
Syndicat de Stuart

“Si la souscription volontaire porte fruit, la CSN redeviendra plus forte”

Jacques Guay
Charpentiers-menuisiers
de Québec



"Notre solidarité financière doit tenir compte de nos membres tels qu'ils sont; cependant, cette situation nous oblige à repenser notre solidarité sous toutes ses formes à l'égard des travailleurs en lutte. Il ne faut pas non plus que le résultat de la campagne de souscription nous donne bonne conscience et nous fasse éviter de chercher tous les moyens possibles pour appuyer les grévistes dans chacune de nos régions."

Denise Leduc
Conseil central du
Saguenay-Lac St-Jean

"Le congrès spécial est un recul évident par rapport aux politiques préconisées par la CSN. Au Congrès de juin, on cherchait des moyens pour se battre. Pour ce faire, on a augmenté les prestations et les cotisations pour que les travailleurs puissent se battre et forcer les patrons à négocier. Effectivement, depuis ce temps, de nombreuses luttes se sont amorcées et la CSN se retrouve avec \$1,200,000 dans le rouge. Je comprends très bien qu'on n'ait pas pu prévoir ça. Le congrès spécial essaie de patcher ce déficit. Mais le drame est que ce congrès décourage les travailleurs de se battre contre les gros-boss d'abord en diminuant les prestations et ensuite en supprimant ces prestations aux grévistes qui ont un à côté. Ceci équivaut à la loi matraque que Cournoyer voulait passer (bill 89 et loi anti-scab). De plus, j'ai pu constater qu'on était loin encore de la vraie solidarité entre le secteur public et le secteur privé. Le congrès n'a absolument pas fait avancer le mouvement

syndicaliste. Il a tout simplement essayé de le sauver d'un naufrage qui risque de se produire un peu plus tard, car les remèdes apportés au congrès sont des remèdes à court terme. On se reverra probablement dans peu de temps."

Gaétane Groleau
Syndicat Octo Nordic

"Les membres du congrès feront sûrement l'effort nécessaire pour atteindre le montant requis pour combler le déficit. Il faudra aussi réfléchir davantage sur les moyens que nous devons apporter lors du prochain congrès et surtout les mécanismes nécessaires pour améliorer suffisamment les prestations aux grévistes et autres qui devront disputer de chaudes luttes contre leurs patrons. Je crois sincèrement que le congrès a fait un travail qui va de l'avant et aboutira sûrement à une véritable solidarité syndicale pour chaque membre pour fournir une contribution volontaire comme appui tangible à notre mouvement"

Rémy Lambert
Pâtes et Cartons
de Jonquière

"Une réflexion plus profonde sur le mode d'action qu'est la grève, c'est-à-dire, son utilité et ses limites."

Jacques Charest
Ecole secondaire
Mont-Royal

"Nos dirigeants ont amené les congressistes à voter des résolutions qui font rétrograder le mouvement. Les résolutions votées auront des incidences sur les grèves dans le sens de la restriction du droit de grève"

Pierre Arnaud

"Le congrès est un recul qui aura fort probablement des conséquences désastreuses sur l'unité du mouvement. Nous ne devons jamais cacher la vérité aux travailleurs dans de telles situations. Je crois que l'orientation du congrès s'est substituée à la volonté des travailleurs qui sont prêts à se battre dans

la situation de crise que nous connaissons.

J. Beaulé

"Un congrès teinté de réalisme qui aura pour effet de redonner confiance aux travailleurs (non augmentations des cotisations)

Donald
Fonctionnaires municipaux
de Montréal



Que fera la CSN



La crise de la CSN est le résultat d'une accélération de la combativité des travailleurs qu'elle regroupe et des travailleurs en général. La détérioration rapide du pouvoir d'achat des travailleurs et la vigueur politique exceptionnelle dont a fait preuve la CSN ces dernières années font que les syndicats, la CSN en particulier, sont devenus la seule organisation dont disposent les travailleurs pour se défendre contre le pouvoir conjugué des entreprises et des gouvernements qui se maintiennent et se développent plus que jamais sur le dos du monde et mettent en danger l'avenir même de la planète et de l'humanité.

Cette adhésion croissante à la lutte syndicale en général, et au type de combat mené par la CSN en particulier, se manifeste partout en ce moment: chez les non-syndiqués astreints au salaire-minimum - qu'on ne - fait - pas - respecter, les waitress par exemple; chez les syndiqués eux-mêmes qui affirment de plus en plus leur détermination à se battre; chez les agriculteurs; même chez les étudiants dont on n'en-

tendait plus parler depuis 5 ans.

Mais l'avènement progressif d'un syndicalisme de combat devait forcément remettre en question un certain nombre des structures et des méthodes traditionnelles du syndicalisme. C'est ce qui commence à se produire. Le problème posé par la crise du Fonds de secours c'est en réalité le problème de l'insuffisance et de l'inadaptation des moyens et des méthodes traditionnelles pour soutenir une combativité croissante et répondre à une demande accrue des travailleurs. S'il faut se battre selon ses moyens, il faut aussi inventer des nouveaux moyens pour se battre. Sans transformations importantes, dans lesquelles les membres autant que les appareils ont un rôle majeur à jouer, la CSN ne pourra pas mener sérieusement le combat au-delà des mots-d'ordre.

Les mesures adoptées au congrès spécial de la CSN sont des mesures d'urgence destinées à solutionner un problème immédiat, mais l'essentiel du problème posé reste à résoudre. Il reste à trouver des nouveaux mécanismes de fonctionnement, d'action et de solidarité pour être en mesure de soutenir le combat social et politique qu'une masse de gens démunis attendent de la CSN.

L'orientation a été tracée par le président Marcel Pepin au congrès quand il a déclaré: "Quand on pratique un syndicalisme de combat de plus en plus vigoureux, quand on représente les espoirs du monde ordinaire québécois, il faut s'attendre à recevoir des chocs comme celui que nous encaissons en ce moment. Et par conséquent, il faut s'équiper pour y faire face."

Où va la FTQ



Dans ce contexte, il n'aura sans doute pas échappé à plusieurs le fait que, durant cette même fin de semaine du 1er décembre où se tenait le congrès spécial de la CSN, la FTQ était aussi en réunion très spéciale pour chercher des solutions à une crise bien différente qui menace aussi à sa façon son existence même. Il est bien évident que la FTQ ne pourra plus longtemps se prétendre un mouvement de combat et de défense des intérêts des travailleurs si elle ne rompt pas systématiquement avec les pratiques et le système syndical mis à jour par la Commission Cliche. On ne saurait non plus ignorer que ces moeurs syndicales ne sont pas étrangères à un certain syndicalisme d'affaire américain bien connu. Qu'il suffise de rappeler le cas de James Hoffa et l'appui des syndicats new-yorkais de la construction à la guerre au Vietnam. Après sa réunion spéciale du 1er décembre, l'essentiel du problème posé par la commission Cliche à la FTQ n'est pas davantage résolu. Une tutelle tardive et à moitié convaincante sur

le Conseil des métiers de la construction (et non sur les unions qui le composent) et le nettoyage de certains individus ne peuvent à eux seuls rétablir la crédibilité de la FTQ et ils ne garantissent en rien la restauration de la démocratie dans les syndicats où elle fait défaut ni l'instauration d'un véritable syndicalisme de combat.

Les syndicats vont-ils prendre le tournant



Tout indique que les syndicats ne sont pas devant de simples accidents de parcours mais devant un tournant important dont dépend largement le rôle qu'ils vont jouer dans l'avenir dans la société québécoise. Au Québec, il n'y a pas de gauche organisée comme en Italie, au Portugal, en France ou en Angleterre pour faire face aux folies des multinationales et de leurs alliés politiques: il n'y a que les syndicats. Dans les réajustements qui s'imposent, les membres ordinaires ont un rôle capital à jouer, car les appareils, étant par définition plus défensifs, ils sont toujours plus lents dans les virages. Mais c'est une chance inouïe qui s'offre au syndicalisme québécois et il y a dans le mouvement tout ce qu'il faut pour ne pas la rater.

DANS
LA REGION
DE
JOLIETTE

NOUS
AUTRES, C'EST CA
QU'ON FAIT!

La région de Joliette est sans contredit la région du Québec où la solidarité des travailleurs s'est manifestée le plus vigoureusement depuis 2 ans. Les conflits de Firestone et Gypsum ont été à la base d'une mobilisation de toutes les forces populaires de la région et cette solidarité continue

à se structurer et à soutenir une combattivité exceptionnelle. Les ré-

sultats sont étonnants. Au moment où la solidarité des travailleurs est appelée à se manifester de plus en plus pour soutenir des luttes de plus en plus exigeantes (pensons à la crise du fonds de secours de la CSN), l'exemple de Joliette revêt une importance particulière.

**On organise
la solidarité
des travailleurs**



Jacques Lavallée CEQ

Denis Bélanger CSN

Roger Pelletier FTQ

Le Front commun des Travailleurs de Lanaudière

Les conflits de Firestone et Gypsum, deux succursales de grandes multinationales américaines effrontément anti-syndicales, ont suscité une vaste solidarité dans la région et hors de la région. L'action a été coordonnée par un front commun régional des trois centrales syndicales. Ce front commun est devenu une structure permanente qui tient congrès, prend des décisions et a pris le leadership de l'action dans la région. Le printemps dernier, plus de 10,000 travailleurs et étudiants de la région ont débrayé pour appuyer les gars de Gypsum qui sont en grève depuis maintenant plus de 18 mois. Le 1er mai, 12,000 travailleurs ont débrayé faisant de Joliette la première région à faire l'expérience d'une grève générale. Le 1er mai sera désormais une fête chômée et payée dans la région. On peut mesurer l'ampleur du mouvement si on se rappelle que la région de Joliette compte à peine 160,000 habitants dont 21,000 salariés environ.

Des comités de solidarité dans chaque ville

Pour concrétiser la solidarité du Front commun régional, on est à mettre sur pied dans chaque agglomération importante de la région un comité de solidarité: à Joliette, à Berthier, à St-Michel-des-Saints, à St-Gabriel, à Repentigny, etc. Ainsi, dans chaque localité, les syndiqués des trois centrales et les autres militants actifs disposeront d'un regroupement permanent pour s'appuyer les uns les autres, assumer ensemble l'information et la formation, organiser d'autres syndicats, intervenir auprès des pouvoirs municipaux et scolaires locaux, etc. Ces comités fonctionnent déjà dans plusieurs villes.

Le nombre de syndicats a triplé en deux ans

Cette solidarité vécue depuis deux ans donne des résultats impressionnants. A la CSN, le

nombre de syndicats est passé de 20 à 60, pour un total de 8,122 syndiqués CSN. La CEQ en compte un peu plus de 2,000 et la FTQ près de 3,000. Un portrait complet des employeurs de la région et une carte syndicale précise ont permis de constater qu'il reste environ 8,000 travailleurs salariés à syndiquer et d'avoir une idée précise des conditions de travail à chaque endroit. Le taux de syndicalisation dans la région est donc aux environs de 65%. Un protocole de non-maraudage a été adopté lors du dernier congrès du Front commun régional.

Une indexation moyenne de 54 cents l'heure

Le Front commun s'est engagé à plein dans la lutte pour l'indexation. 15 syndicats CSN ont réouvert leur convention dont 9 ont dû recourir à la grève. 5 de ces syndicats ont obtenu une véritable formule d'indexation. La moyenne d'augmentation horaire obtenue par la réouverture des différents syndicats CSN impliqués a été de 54 cents de l'heure (ce calcul exclut les 25 syndicats CSN de la fonction publique et parapublique qui disposent déjà d'une formule d'indexation).

Des nouvelles façons de négocier

L'expérience de la solidarité conduit les dirigeants syndicaux de Joliette à envisager les négociations d'une façon beaucoup

moins isolée. Ils sont conscients qu'il est ridicule de s'attaquer seuls à une seule succursale d'une entreprise et qu'il faut tenter l'impossible pour créer des fronts communs des travailleurs de toutes les succursales québécoises d'une même entreprise, même s'ils appartiennent à des fédérations ou des centrales différentes, même s'ils ne sont pas tous syndiqués. Ce Front commun est déjà créé pour Québec Poultry. On travaille à le réaliser pour les 5 usines de Gypsum, pour les postes de radio, pour Canron, pour Steel, etc. On croit également que certaines revendications générales (exemple: l'indexation, un mois de vacances, etc.) devraient être négociées provincialement.

Seule ombre au tableau: la grève de Gypsum qui s'éternise. Mais depuis quelque temps, ça bouge et comme la compagnie ne fonctionne qu'à 20%, elle commence à accuser le coup. Il y a aussi la grève de l'imprimerie qui réclame un gros effort. Mais ça n'empêche pas tous ces travailleurs courageux de préparer fébrilement des fêtes de Noël pour les familles et les enfants. Pour leur part, les travailleurs de Canron, à Berthier, ont fait savoir unanimement à leur patron qu'ils n'iraient pas cette année à son party de Noël: quand on est solidaires, on n'a plus besoin des patrons pour s'organiser et pour fêter!



NOUS



Le barbu aux cheveux longs qui se roule un "joint" au milieu de ses poteries, l'artiste sophistiqué avec ses batiks de soie et de velours, la belle émailleuse qui produit des bijoux en série, le designer futuriste pour qui le plexi-glass n'a plus de secret, le joaillier qui roule sur l'or, tous, ont-ils délogé à jamais la bonne vieille paysanne qui filait sa quenouille à la lueur de la lampe à l'huile? A l'image même de la tolérance et de la résignation cette artisane québécoise qui tissait, piquait, tressait, tricotait avec patience, sans se poser de questions, au fil des jours, est-elle une espèce en voie de disparition? Que non!

On n'a pu les fermières qu'on avait!

Tout bouge au Québec, y compris l'artisanat qui a pris de nouvelles tangentes ces dernières années. Mais attention! pas si vite. Les fermières-artisanes sont là pour assurer la continuité des techniques ancestrales.

Regroupées dans des Cercles de Fermières, des Associations Féminines et des Creas (en Gaspésie), des milliers de femmes de tout âge perpétuent les traditions. Le bon goût et la simplicité de nos grands-mères n'y sont pas toujours, il faut bien l'avouer, et il arrive que l'on sabote carrément ce "beau patrimoine" que l'on dit vouloir défendre pour en faire un monstre commercial. La facilité et le plagia l'emporte souvent sur la créativité et la spontanéité. Mais une visite aux Métiers d'Art suffit pour nous convaincre que l'artisanat est plus vivant que jamais et renoue de plus en plus avec nos racines profondes.



"C't à soir au sous-sol de l'église"

Il est 8 heures précises, dans le sous-sol de l'église Saint-Antoine de Longueuil. Bien droites sur leurs chaises, les 60 fermières attentives sont prêtes. En face d'elles, une longue table alligne l'exécutif de l'association locale, leur invitée conférencière et bien entendu, M. le curé Yelle qui ne manque jamais la réunion mensuelle de l'A.F.E.A.S. de sa paroisse... même si la moitié des femmes ne sont "pas très pratiquantes".

Un peu d'éducation

L'A.F.E.A.S. (Association Féminine d'Education et d'Action Sociale,) ne se contente pas de promouvoir la production artisanale chez les fermières. Elle éduque et renseigne ses membres sur les sujets qui les préoccupent, ce qui explique la présence d'une conférencière à cette réunion d'artisanes. Une Demoiselle Chagnon entretient l'assemblée pendant une bonne heure d'un programme fédéral sur la santé mentale. Puis, un bilan financier dira à chacune à quoi sert son 5 dollars annuel de cotisation. Pour ce qui est des cours de macramé, de tissage, de crochet et autres, ils sont donnés gratuitement les lundis après-midi par les plus habiles ou les expertes en la matière. Toutes peuvent ainsi bénéficier du savoir de leurs aînées et tenter de s'exécuter à leur tour.

Les "oeuvres" du mois

L'un des coins de la salle est abondamment paré de toutes les "oeuvres du mois". Chaque pièce est soumise à l'oeil critique de l'assemblée et certaines d'entre elles révèlent un sens artistique et une habileté inconstable. D'autres évidemment se passent de commentaires...

Le moment tant attendu où deux artisanes vont livrer l'un de leurs secrets à l'assistance, est enfin arrivé. Une démonstration de tissage "haute lisse" et une autre sur la fabrication de fleurs en simili-fourrure ont été annoncées au programme.

Les fermières arrivent en ville!

Qu'il s'agisse du mouvement des Cercles de Fermières ou des

A.F.E.A.S., ils sont aussi importants à la ville qu'à la campagne. Après soixante années d'existence, les Cercles de Fermières sont devenus à 75% urbains, ce qui a pour effet de répandre sur une plus grande échelle les techniques artisanales que l'on ne trouvait jadis que dans le fond des rangs. Parallèlement, son statut provincial permet à cette association féminine d'exercer son influence à la grandeur de la Province, notamment lors de son Congrès, dans le domaine sociopolitique. Qui l'eut cru? Vraiment "on a pu les fermières qu'on avait"...

Surtout pas un mot sur la politique

Il va de soi que des associations aussi importantes en effectifs (on dénombre plus de 800 Cercles de Fermières, sans compter les A.F.E.A.S. et les Creas), ne sont pas sans avoir d'impact social, politique et culturel.

"On se rencontre, on passe une bonne soirée. Ça fait une sortie et ça change les idées.", explique l'une des fermières. Donc une occasion de vie sociale dans un groupe de femmes ayant en commun une situation qui est celle de la Québécoise moyenne en 1974.

"On ne fait pas de politique, en aucune façon!" affirme Mme Bernard, vice-présidente provinciale des Cercles de Fermières. Pourtant, bien qu'elles se défendent de toute allégeance politique, elles ont parfois des positions bien définies (par exemple elles sont contre l'avortement) et peuvent indéniablement servir de conductrices à une idéologie conservatrice. On peut alors se demander si elles ont pour seul but de perpétuer le patrimoine québécois ou bien aussi avec lui, la condition de colonisé de tout un peuple.

Si le travail de prise de conscience collective se fait positivement face à l'artisanat, sa richesse peut devenir libératrice et non étouffante comme le prouve le témoignage de Jacqueline Gladu à la dernière page de cette chronique de "Québécois Pure Laine".



Etablie depuis 37 ans à Saint-Jean d'Iberville mais issue d'une famille de quatorze enfants, originaire de Ste-Sabine, Madame Charles Lamarche est lauréate du titre de "L'Artisane de L'Année". "Chez nous, dit-elle, nous aidions ma mère à préparer les guenilles pour la catagogne et à divers petits travaux d'artisanat dès que nous en étions capables. A ce moment-là ce n'était pas un luxe mais une nécessité et nous trouvions les voisins bien chanceux de pouvoir se payer du neuf. Nous étions bien malheureuses de devoir se contenter des travaux d'artisanat que nous faisons."

Le titre de "L'Artisane de l'année" qui est attribué par la maison Simpson's Sears existe depuis 1960 et chaque année, à l'exposition Provinciale de Québec, une nouvelle candidate se voit attribuer le magnifique trophée, un tableau en bois sculpté de Gil Bourgault de Saint-Jean Port Joli.

"Je fais ça comme hobby"

La charmante maison de la rue Cousin est pleine d'oeuvres d'artisanat toutes plus originales les unes que les autres. "Je ne fais jamais deux fois exactement la même chose. La production en série ne m'intéresse pas. C'est un hobby pour moi et j'aime essayer de nouveaux motifs, alors j'en invente. Je ne compte pas mon temps. La meilleure façon de ne pas se faire copier par les autres c'est de faire des choses assez compliquées que personne n'ait envie de faire pareil."

"Les boutiques font de l'argent mais pas nous"

"Je ne vends pas ce que je fais à des magasins mais seulement comme ça à des particuliers. Les boutiques font du 100% et plus avec les artisans. Evidemment tout est augmenté, la laine, le lin, les fils, tout le matériel de travail. Alors vraiment ça peut pas être payant. Madame Lamarche fait partie du Cercle des Fermières de

Simone Lamarche, "L'Artisane de l'Année"

Saint-Jean. Les cercles ne participent pas non plus au "Salon des Métiers d'art" parce que "ça coûte trop cher" affirme Madame Gaby Bernard, vice-présidente provinciale des Cercles. Il ne reste donc pas beaucoup de moyens à une artisane comme Madame Lamarche de gagner sa vie avec son art. C'est pourquoi tous les "Artistes et Artisans" se sont groupés et tentent d'obtenir la Place du Marché du Vieux Saint-Jean pour en faire un local permanent servant d'atelier et de boutique.

"La seule à faire du tissage au carton"

En plus de faire du tissage au métier, des tapis crochetés, de la couture, du tricot, des fonds de chaises, des fantaisies comme de la broderie ou des poupées, Simone Lamarche est l'une des seules dans tout le

Canada à faire du tissage au carton. Selon une technique qui s'apparente à celle de la ceinture fléchée tissée avec les doigts, elle crée une multitude de modèles qu'elle exécute sur un support de bois fabriqué par son mari. Cette exclusivité est vraiment une richesse qu'il faut conserver. "J'enseigne, dit-elle, à mes nièces et elles ont du talent."

"J'ai gagné un voyage à Toronto"

"Avec le titre de "L'Artisane de l'année", j'ai gagné un beau voyage d'une semaine à Toronto toutes dépenses payées pour visiter la foire provinciale d'Ontario. C'est tout organisé et on n'a pas besoin de s'occuper de rien." Les yeux brillants Madame Lamarche manifeste sa satisfaction devant cette aventure qui l'attend. Chose certaine ce sera une petite vacance bien méritée. Et, qui sait, peut-être y découvrira-t-elle de nouveaux secrets pour s'exprimer à travers son art? Des vraies de vraies, il en reste encore au Québec et Simone Lamarche est l'une d'entre elles!



Le Salon des métiers d'art permet à des centaines d'artisans et d'artistes de toutes sortes de montrer et de vendre leur production. Tous ne sont pas de vrais artisans mais l'an dernier ils ont attiré 200,000 visiteurs. Jacqueline Gladu y aura un kiosque pour la première fois cette année, avec son amie Lyne Gauthier: tissage et poterie. Pour toutes les deux, l'artisanat est une façon de se redonner une vie à elles et de surmonter l'état de dépendance et d'isolement dont souffrent beaucoup de jeunes mères de famille. Nous avons rencontré Jacqueline Gladu.

Je me suis prouvée que je peux faire quelque chose.

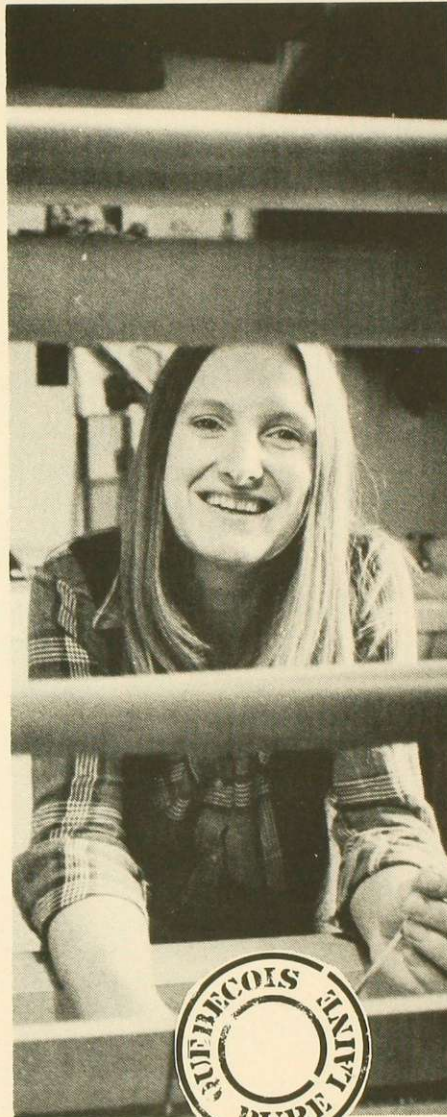
"J'ai 32 ans. Je suis mariée et j'ai deux garçons (5 et 7 ans). Je fais partie de la dernière génération de femmes qui, en se mariant, ont tout lâché pour s'occuper de la maison et des enfants. On voit les autres qui font quelque chose, on se sent prisonnière et dépendante, on se rend compte qu'on ne peut pas attendre que les enfants soient élevés avant de faire quelque chose et on n'est même plus sûres qu'on peut encore faire quelque chose. Dans le tissage, je crois avoir trouvé une solution pour moi. Je peux rester à la maison avec les enfants et en même temps faire quelque chose que j'aime et qui me permet de réacquérir une certaine indépendance. Surtout, je me suis prouvée à moi-même que je peux faire quelque chose et vivre, moi.

Il faut vouloir et prendre les moyens

Ca n'a pas été facile. Je ne voulais pas retourner travailler à l'extérieur: pour des raisons purement économiques, j'avais été secrétaire avant de me marier. J'ai d'abord voulu apprendre le batik mais je me suis rendue compte que j'étais plus à l'aise dans le tissage qui fait plus appel aux textures qu'au dessin de motifs. J'ai d'abord suivi des cours de tissage chez Leclerc: un soir par semaine pendant un an et demi. Il a fallu

Le Salon des Métiers d'art "Le tissage me permet de vivre aussi pour moi"

Jacqueline Gladu



ensuite acheter un métier: un métier neuf chez Leclerc vaut plus de \$300. et les vieux métiers exigent souvent des réparations coûteuses. On a finalement trouvé un fabricant de métier abordable dans les Cantons de l'est. J'ai commencé à travailler seule. A Ste-Rose, j'avais contacté les Fermières pensant que je pourrais y trou-

ver de l'aide et organiser des échanges avec d'autres femmes qui font du tissage, mais on m'a fait remarquer que tout se payait aujourd'hui! Cette année, en déménageant à Val David, je me suis trouvée près d'une amie qui fait de la poterie et nous avons décidé de nous préparer ensemble pour le Salon des Métiers d'art. Comme elle a elle aussi deux enfants à la maison, nous nous entraînons en gardant les enfants chacun notre journée.

Je fais ça pour être mieux dans ma peau

Les métiers d'art, c'est un gros effort. Nous mettons un temps fou pour sortir une production suffisante pour faire un revenu minimum. J'ai déjà investi pour \$350 en équipement et matériel. Le kiosque coûte \$425: nous le partagerons à deux. Il faut aussi payer une carte de membre, les cartes d'invitation, les sacs, les faux murs du kiosque pour l'étalage, \$16 pour une prise de courant, etc. Ca rend difficile de vendre nos articles à un prix assez bas pour qu'ils soient achetés par des gens comme nous autres. Dans les boutiques existantes, ce n'est pas mieux: ils chargent 60% pour vendre nos articles. Nous faisons des projets pour nous associer à d'autres et ouvrir notre propre boutique.

Mais j'ai confiance. En travaillant, je découvre que les idées me viennent de plus en plus. Je découvre de nouvelles textures, des jeux de couleurs, de nouvelles possibilités. Me redonner une vie à moi a aussi changé bien des choses. Les enfants et mon mari ont appris à respecter mes activités propres et à ne pas compter constamment sur moi. Je me rends compte d'ailleurs que beaucoup de choses que je m'imposais de faire pour eux et pour la maison n'étaient pas vraiment nécessaires et les empêchaient eux-mêmes de prendre toute leur place. Moi-même, je n'attends plus les autres et je n'ai plus le temps de m'appitoyer sur mon sort. Tout devient plus intéressant et je me sens mieux dans ma peau."

Considérant le grand nombre de conflits qui ont cours présentement, nous allons limiter les explications aux conflits qui sont apparus depuis la dernière parution du Travail (no 5). Les grèves de la FTQ n'y sont pas parce qu'il n'y a pas eu moyen d'avoir les informations.

Le Foyer des Hauteurs, à St-Jérôme (lock-out depuis le 2 décembre 1971).

Le Pavillon St-Dominique, à Québec (grève et congédiements depuis le 19 mars 1972). Une nouvelle grève de la faim a eu lieu en décembre.

Voici la liste des conflits qui durent depuis au moins la fin d'août 1974 et dont nous avons déjà parlé:

Canadian Gypsum, à Joliette, en grève depuis le 8 mai 1973.

Les Engrais du St-Laurent, à Valleyfield, en grève depuis le 1er mai 1974.

Penmans, à St-Hyacinthe, en grève depuis le 10 juin 1974.

Papeterie canadienne, de Joliette, en grève depuis le 2 juillet 1974.

Welding Engineering, de Montréal, en grève depuis le 3 juillet 1974.

Aero Club, de Montréal, en grève depuis le 3 septembre 1974.

Sonoco, à Montréal, en grève depuis le 10 août 1974 (évaluation des tâches et promotion).

Universal Building, à Montréal, en grève depuis le 30 août 1974.

Voici maintenant les nouvelles grèves (depuis septembre):

Front commun des division Ralston et Tucktape: 180 travailleurs en grève depuis le 10 septembre 1974 (carton et papiers façonnés). Les négociations bloquent principalement sur le temps supplémentaire sur base volontaire, l'ouvrage des contremaîtres et les activités syndicales dans l'usine.

Hubbard Dryers, à Montréal, en grève depuis le 25 septembre 1974. C'est un nouveau syndicat qui en est à sa première négociation. Il s'agit d'une compagnie qui a été racheté il y a 2 ans par Dominion Textiles et dont la production a doublé depuis. Plus de la moitié des salariés sont au salaire minimum. Tout est à négocier. (275 travailleurs)

Uniroyal, ville d'Anjou. Nouveau syndicat en grève depuis le 25 septembre 1974. Cette compagnie multinationale refuse de reconnaître la totalité de l'accréditation (2 départements dans l'usine).

L'affaire est rendue devant la Cour Suprême du Canada mais à date les tribunaux ont toujours débouté la compagnie. (85 travailleurs)

J. H. Duchêne, à la Baie des Ha Ha, Saguenay (commerce). Cette compagnie refuse à ses 18 employés le droit à la formule Rand. La grève dure depuis le 11 octobre dernier.

Les employés municipaux d'Arvida sont en grève depuis le 21 octobre. Au nombre de 90, ils sont sans augmentation de salaires depuis une vingtaine de mois. Dans cette petite ville du Saguenay, il est de coutume que les négociations traînent et se règlent à la dernière minute. Cette fois-ci ça n'a pas marché. Il paraîtrait même que ça ne donne strictement rien que le maire de la ville soit péquiste.

Le front commun dans le transport en commun de la Mauricie (Shawinigan et Trois-Rivières). Ce front commun regroupe plus de 125 travailleurs de 4 compagnies de transport en commun: Transport St-Maurice, Service Autobus Mauricie, Transport de Trois-Rivières et garages de Trois-Rivières. Les points en litige sont les salaires, les heures de travail, l'indexation et le régime de retraite. La grève dure depuis le 24 octobre.

Les travailleurs aviculteurs d'Iberville (Avico 70) en grève depuis le 28 octobre. Il semblerait que cette compagnie producteur de poulets n'a de plaisir qu'à niaiser les travailleurs qu'elle emploie. Elle refuse même du temps pour qu'ils puissent se laver les mains. Ce qui fait qu'il y a 250 travailleurs en grève.

Sauvé Construction, au cegep de St-Jérôme: de 20 à 40 travailleurs de la construction qui se battent pour les 50 cents de l'heure d'indexation.

Les meuneries Robin Hood, à Montréal où 125 travailleurs sont en grève depuis le 21 novembre. Ils demandent l'indexation de leurs salaires, le règlement d'une soixantaine de griefs et le remplacement du gérant général, un unilingue anglophone qui selon les travailleurs a fait son temps.

Montréal Fast Print, où 155 travailleurs du textile sont en grève depuis le 25 novembre.

Les employés de bureau d'Atlantic, à Rimouski, qui ont été mis en lock-out depuis le 4 décembre dernier. Ils sont une quinzaine et se battent principalement pour les salaires. Il faut noter que le négociateur patronal est André Déom, député libéral de Laporte, dont entre autres choses le nom a été cité à quelques reprises devant la Commission Cliche (rapports avec René Mantha, anciennement de la FTQ-Construction).

**Des ministres
comme ça,
ça mérite pas
une cenne
de plus!**

Bourassa avec la Baie James
Cournoyer avec la Commission Cliche
Choquette avec le Crime Organisé
Cloutier avec les étudiants
Hardy avec les cinéastes
Bienvenue avec les Haïtiens
Toupin avec les agriculteurs
St-Pierre avec les multinationales
Simard avec les Simards
Massé avec le Nouveau Québec
L'Allier avec le câble
Garneau avec Turner
Goldbloom avec le village olympique

**Les autres,
ça vaut
même pas
la peine
d'en parler!**

